

## CURRICULUM VITAE



### **DELNOY Michel**

Avocat associé (SRL Explane, cabinet d'avocats)

Professeur à l'ULiège

Président de l'ABeFDATU-E

Rédacteur en chef-adjoint de la revue Aménagement-Environnement

### Plan :

<b>COORDONNEES PROFESSIONNELLES</b>	<b>3</b>
<b>FORMATION</b>	<b>3</b>
<b>SITUATION PROFESSIONNELLE</b>	<b>3</b>
<b>PUBLICATIONS</b>	<b>3</b>
<b>Ouvrages</b>	<b>3</b>
<b>Direction d'ouvrages</b>	<b>4</b>
<b>Contributions à des ouvrages collectifs</b>	<b>4</b>
<b>Articles, notes et chroniques</b>	<b>8</b>
<b>Jurisprudence en bref</b>	<b>13</b>
<b>Textes déposés à des colloques ou conférences et non publiés</b>	<b>19</b>
<b>Notes de cours</b>	<b>20</b>
<b>Comptes rendus bibliographiques</b>	<b>20</b>
<b>Ouvrages en préparation</b>	<b>20</b>
<b>COMMUNICATIONS PRESENTEES SUR INVITATION A DES COLLOQUES, CONGRES OU CONFERENCES</b>	<b>20</b>
<b>PRESIDENCE DE COLLOQUES ET CONFERENCES</b>	<b>30</b>

<b>ORGANISATION ET COORDINATION DE COLLOQUES</b>	<b>30</b>
<b>COURS DISPENSES</b>	<b>31</b>
Charges de cours depuis le 1 <sup>er</sup> octobre 2009	31
Autres cours dispensés	31
<b>PRIX ET DISTINCTIONS SCIENTIFIQUES ET HONORIFIQUES</b>	<b>32</b>
<b>SOCIETES SAVANTES</b>	<b>32</b>
<b>AUTRES ACTIVITES SCIENTIFIQUES</b>	<b>32</b>
Administration de revues	32
Présidence d’organismes d’intérêt public	33
Participation à des jurys	33
<b>SERVICES RENDUS A LA COMMUNAUTE UNIVERSITAIRE</b>	<b>34</b>
<b>DESIGNATIONS DIVERSES</b>	<b>34</b>
<b>CONNAISSANCE DES LANGUES</b>	<b>35</b>
<b>DIVERS</b>	<b>35</b>

## COORDONNEES PROFESSIONNELLES

Cabinet d'avocats Explane, S.R.L., rue Saint-Hubert 17 à 4000 Liège, Belgique.

Tél. : 04/277.03.14.

Courriel : [michel.delnoy@explane.be](mailto:michel.delnoy@explane.be).

Université de Liège, Faculté de droit, de science politique et de criminologie, Bât.B31, Quartier Agora, Place des Orateurs 3, 4000 Liège, Belgique.

## FORMATION

1. Enseignement primaire (école communale Georges Mignon – Liège).
2. Enseignement secondaire (collège Saint-Louis – Liège).
3. Licence en droit (Université de Liège – 1991 – grande distinction).
4. Doctorat en sciences juridiques (Université de Liège – 2006).

## SITUATION PROFESSIONNELLE

1. Avocat associé (cabinet d'avocats Explane).
2. Spécialisation en droit administratif, de l'urbanisme et de l'environnement reconnue par le Barreau de Liège.
3. Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Liège (droit administratif approfondi, droit de l'environnement et droit de l'urbanisme (partim)).
4. Rédacteur en chef-adjoint de la revue Aménagement-Environnement.
5. Président de l'ABeFDATU-E (Association belge francophone pour le droit de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme-Environnement).
6. Membre du comité scientifique du Code du développement territorial (CoDT) commenté, Kluwer éditions
7. Membre du conseil d'administration de l'Association internationale pour le développement rural et urbain (AIDRU).

## PUBLICATIONS

### Ouvrages

1. *Le CWATUP expliqué* (Liège, Editions de la chambre de commerce et d'industrie, 1998, 350 pp., <http://hdl.handle.net/2268/79641>).
2. *Le CWATUPE* (recueil législatif et réglementaire, 9 éditions, Liège, Editions de la chambre de commerce et d'industrie, 1998 à 2011, <http://hdl.handle.net/2268/79642>).
3. *Le décret relatif au permis d'environnement* (recueil législatif et réglementaire, 1ère édition, Liège, Editions de la chambre de commerce et d'industrie, 2003, <http://hdl.handle.net/2268/79655>).
4. *Le CWATUP expliqué – 2<sup>ème</sup> édition* (Liège, Editions de la chambre de commerce et d'industrie, 2002, 363 pp., <http://hdl.handle.net/2268/79646>).

5. *Le CWATUP expliqué* – 3<sup>ème</sup> édition (Liège, Editions de la chambre de commerce et d'industrie, 2007, 384 pp., <http://hdl.handle.net/2268/79648>).
6. *La participation du public en droit de l'urbanisme et de l'environnement* (Bruxelles, Larcier, 2007, 937 pp., <http://hdl.handle.net/2268/36464> et <http://bictel.ulg.ac.be/ETD-db/collection/available/ULgetd-05222007-003046/>).
7. *Droit de l'environnement – Textes applicables en Région wallonne* (Codes thématiques Larcier, Bruxelles, Larcier, 2009, 676 pp., <http://hdl.handle.net/2268/79664>).
8. *Droit de l'environnement et de l'urbanisme* (avec M. PAQUES, S. LEPRINCE et P. MOERYNCK – Codes La Charte, Bruxelles, La Charte, 2013, 1074 pp.).
9. *Le CWATUP expliqué et indications sur l'avant-projet de CoDT* – 4<sup>ème</sup> édition (Liège, Editions de la chambre de commerce et d'industrie, 2014, 464 pp.).
10. *Le Code du développement territorial* (recueil législatif et réglementaire – Liège, Edipro, 2018, 396 pp.)
1. *Les autorisations administratives – Tome 1. Caractéristiques et procédure* (Bruxelles, Larcier, 2024, 282 pp.).

### **Direction d'ouvrages**

1. *Actualités du droit de l'aménagement du territoire et de l'environnement – Plans et permis*, Louvain-la-Neuve, Anthemis, 2009.
2. *Le droit de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, 50 ans après la loi organique*, (avec Ch.-H. BORN et N. VANDAMME), Limal, Anthemis, 2013.
3. *Le code wallon du développement territorial*, Bruxelles, Larcier, 2014.
4. *Le nouveau Code du développement territorial (CoDT) – Décret du 20 juillet 2016*, Bruxelles, Larcier, 2017.
5. *Le décret de gestion et d'assainissement des sols du 1<sup>er</sup> mars 2018*, Bruxelles, Larcier, 2019.
6. ***Chroniques notariales (compléter)***
7. *Actualités choisies en droit de l'urbanisme et de l'environnement*, (avec Ch.-H. BORN), Limal, Anthemis, 2021.
8. *Guide de droit administratif*, (avec Fr. HAUMONT), Rép. Not., Tome XIV, Livre XIII, Bruxelles, Larcier, 2022 et années suivantes.
9. *Le droit du cadre de vie face au changement climatique : les instruments* (avec Ch.-H. Born), Bruxelles, Larcier, **à paraître**
10. *Dire et faire le droit – Liber Amicorum Michel Pâques*, (avec A. DETILLEUX, L. DONNAY, Fr. HAUMONT, M. VRANCKEN et N. VAN DAMME), Bruxelles, Larcier, 2024

### **Contributions à des ouvrages collectifs**

1. « Infractions et sanctions d'urbanisme: trois questions d'actualité » (*Formation permanente C.U.P.*, Vol.XVII, mai 1997, pp.417 à 467, <http://hdl.handle.net/2268/68295>).
2. « Le nouveau droit wallon des infractions et des sanctions d'urbanisme » (*La réforme du droit wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme*, Bruxelles, Bruylant, 1998, pp.421 à 496, <http://hdl.handle.net/2268/71979>).

3. « Droit de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et questions diverses du droit administratif notarial » (avec M. PAQUES, *Chronique de droit à l'usage du notariat*, Vol.XXVII, 1998, pp.172 à 185, <http://hdl.handle.net/2268/79668>).
4. *Autorisations et permis* (avec Th. DEMEY, Diegem, Ced Samson, 2000, env. 400 pp., <http://hdl.handle.net/2268/71977>).
5. *Le CWATUP expliqué aux enfants* - supervision scientifique (D. COSTERMANS, Bruxelles-Liège, Luc Pire – Editions de la chambre de commerce, 2001, 153 pp., <http://hdl.handle.net/2268/71974>).
6. *Le contrôle* (avec R. DE BAERDEMAEKER, M. ELOY, E. HUPIN et V. NEUPREZ, Liège, Editions de la chambre de commerce et d'industrie, 2001, 373 pp., <http://hdl.handle.net/2268/71981>).
7. *Le permis d'environnement expliqué* (avec L. BARNICH, M. BELLEFROID et V. HAENEN, Liège, Editions de la chambre de commerce et d'industrie, 2003, 395 pp., <http://hdl.handle.net/2268/71983>).
8. « Indemnisation des atteintes au droit de propriété : description et appréciation des régimes de compensation du CWATUP et du décret 'Natura 2000' » (*in Actualité du cadre de vie en Région wallonne*, Bruxelles, Bruylant, 2003, pp.93 et s., <http://hdl.handle.net/2268/67813>).
9. « Aménagement du territoire, urbanisme, patrimoine et questions diverses de droit administratif notarial » (avec M. PAQUES, S. LEPRINCE, N. VAN DAMME, S. CHARNEUX et V. RAU, *Chronique de droit à l'usage du notariat*, Vol.XXXIX, 1<sup>er</sup> avril 2004, Bruxelles, Larcier, 2004, pp.173 à 319, <http://hdl.handle.net/2268/17039>).
10. « Définition, notions de base, raison d'être et sources juridiques des procédures de participation du public » (*in B. JADOT (dir.), La participation du public au processus de décision en matière d'environnement et d'urbanisme*, Bruxelles, Bruylant, 2005, pp.7 et s., <http://hdl.handle.net/2268/67814>).
11. « Les obligations juridiques de cohérence du droit ou comment le droit se protège contre lui-même » (*in Liber Amicorum P. DELNOY*, Bruxelles, Larcier, 2005, pp.923 et s., <http://hdl.handle.net/2268/67799>).
12. « La zone d'aménagement communal concerté et les autres modifications au zonage du plan de secteur, la révision des plans de secteur et la déclaration de travaux en domaine public » (*in M. PAQUES (dir.), Formation permanente C.U.P.*, vol.93, Louvain-la-Neuve, Anthemis, 2007, pp.8 et s., <http://hdl.handle.net/2268/79670>).
13. « La zone d'aménagement communal concerté et les autres modifications au zonage du plan de secteur, la révision des plans de secteur, la déclaration de travaux en domaine public et l'actualité de la responsabilité notariale » (*in M. PAQUES (dir.), Droit adm. not.*, Chron. not., vol.45, Bruxelles, Larcier, 2007, pp.264 et s., <http://hdl.handle.net/2268/79669>).
14. « Droit à l'information et la participation du public » (*in L'environnement dans le droit de l'urbanisme en Europe*, Paris, GRIDAUH, 2008, pp.169 et s., <http://hdl.handle.net/2268/71985>).
15. « La participation du public » (*in F. HAUMONT, B. JADOT et Ch. THIEBAUT (dir.), Urbanisme et Environnement*, R.P.D.B., Bruxelles, Bruylant, 2007, pp.1287 et s., <http://hdl.handle.net/2268/71986>).
16. « La Convention d'Aarhus garantit-elle le droit à la protection de l'environnement ? » (*in L'environnement, objet d'un droit fondamental*, Am.-Env., 2008, n° spécial des 30 ans de la revue, pp.57 et s., <http://hdl.handle.net/2268/67789>).
17. « Le décret du 31 mai 2007 relatif à la participation du public en matière d'environnement : avancées et questions » (avec B. JADOT, *in M. DELNOY (dir.), Actualités du droit de l'aménagement du territoire et de l'environnement – plans et*

- permis*, Louvain-la-Neuve, Anthemis, 2009, pp.261 et s., <http://hdl.handle.net/2268/67816>).
18. « Le décret du parlement wallon du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols » (Y.-H. LELEU (coord.), *Chroniques notariales*, vol.49, Bruxelles, Larcier, 2009, pp.320 et s., <http://hdl.handle.net/2268/71989>).
  19. *La P.E.B. expliquée* (avec J.-M. Hauglustaine et J.-B. Levaux, Liège, Edipro, 2009, 192 pp., <http://hdl.handle.net/2268/71990>).
  20. « Le rapport urbanistique et environnemental dans le CWATUP » (*in Les réformes du CoBAT et du CWATUP*, Jurim Pratique, 2009/2, pp.63 et s., <http://hdl.handle.net/2268/68302>).
  21. « En droit administratif et en droit de l'environnement, apprendre est-il se ressouvenir de ce que l'on avait oublié ? » (*in L'avenir de la recherche – Réflexions à l'occasion des Leçons inaugurales 2010*, ULg, 2010, pp.22 et 23, <http://hdl.handle.net/2268/71995>).
  22. « Les infractions et sanctions d'urbanisme » (*in* M. PAQUES et M. DELNOY (coord.), « Droit administratif notarial », *in* Y.-H. LELEU (dir.), *Chroniques notariales*, n°51, Y.-H. LELEU (dir.), *Chroniques notariales*, n°51, Bruxelles, Larcier, 2010, pp.187 et s.).
  23. « Implementation of the Aarhus Convention in Belgium – Some Elements » (*in* M. PALLEMAERTS (éd.), *The Aarhus Convention at Ten – Interactions and Tensions between Conventional International Law and EU Environmental Law*, Europa Law Publishing, 2011, pp.339 et s., <http://hdl.handle.net/2268/96608>).
  24. « Rapport national – Belgique » (avec Th. DE VILLENFAGNE, F. HAUMONT, B. KOHL et M. PÂQUES, *in Risque et droit de l'urbanisme en Europe*, Les Cahiers du GRIDAUH, 2011, n°20, p.137 et s., <http://hdl.handle.net/2268/120042>).
  25. « Le permis d'environnement : des avantages pour l'entreprise ? » (en coll. avec R. SMAL, *in Entreprises et protection de l'environnement. Entre contraintes et opportunités*, Conférence libre du jeune barreau de Liège, Limal, Anthemis, 2012, pp.7 et s., <http://hdl.handle.net/2268/127030>).
  26. « La jurisprudence récente relative au DAR » (*in* M. PAQUES et M. DELNOY (coord.), « Droit administratif notarial », *in* Y.-H. LELEU (dir.), *Chroniques notariales*, n°57, Bruxelles, Larcier, 2013, pp.193 et s.).
  27. « L'évolution jurisprudentielle des rapports entre permis et droits civils » (avec A. PIRSON, *in* M. PAQUES et M. DELNOY (coord.), « Droit administratif notarial », *in* Y.-H. LELEU (dir.), *Chroniques notariales*, n°57, Bruxelles, Larcier, 2013, pp.263 et s., <https://orbi.uliege.be/handle/2268/188750>).
  28. « Autorisations administratives et troubles de voisinage » (avec M. PAQUES et C. VERCHEVAL, *in* M. DAMBRE et P. LECOCQ (éd.), *Chronique de droit à l'usage des juges de paix et de police 2013*, Bruges, La Charte, 2013, pp.99 et s., <http://hdl.handle.net/2268/144996>).
  29. « Les procédures : schémas, plans, règlements et permis » (avec J. SAMBON, *in* M. DELNOY, Ch.-H. BORN et N. VANDAMME (dir.), *Le droit de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, 50 ans après la loi organique*, Limal, Anthemis, 2013, pp.151 et s., <http://hdl.handle.net/2268/166119>).
  30. « Les périmètres opérationnels du CoDT – Principales nouveautés » (*in* M. DELNOY (dir.), *Le code wallon du développement territorial*, Bruxelles, Larcier, 2014, pp.73 et s., <http://hdl.handle.net/2268/199948>).
  31. « La publicité de l'administration en matière environnementale » (avec R. SMAL, *in* V. MICHIELS (dir.), *La publicité de l'administration – Vingt ans après, bilan et*

- perspectives*, Bruxelles, Bruylant, 2014, pp.265 et s., <http://hdl.handle.net/2268/174596>).
32. « La zone d'habitat doit aussi accueillir des espaces verts publics » (avec Ph. CASTIAUX, in Ch.-H. BORN et Fr. JONGEN (coord.), *D'urbanisme et d'environnement, Liber Amicorum Francis Haumont*, Bruxelles, Larcier, 2015, pp.103 et s., <http://hdl.handle.net/2268/188525>).
  33. « L'urgence et les nouvelles conditions du référé administratif devant le Conseil d'Etat » (avec M. LAUWERS et R. SMAL – in M. PAQUES et A.-L. DURVIAUX (dir.), *Formation permanente C.U.P.*, vol.162, Bruxelles, Larcier, 2015, pp.261 et s. ; <http://hdl.handle.net/2268/209349>).
  34. « L'extension de la compétence *ratione materiae* du Conseil d'Etat et la modification du point de départ du délai de recours » (avec A. PIRSON, in D. RENDERS (dir.), *La réforme du Conseil d'Etat, An 2014*, A.P.T., 2016, n° sp., pp.24 et s., <http://hdl.handle.net/2268/208428>).
  35. « Le régime des infractions et sanctions dans le décret relatif aux implantations commerciales » (avec A. JOUSTEN, in A. VANHUFFEL et Fr. HAUMONT (coord.), *Les implantations commerciales*, Bruxelles, Larcier, 2016, pp.99 et s., <http://hdl.handle.net/2268/208429>).
  36. « La méconnaissance du permis d'urbanisme et du permis d'urbanisation et ses conséquences autres que contractuelles dans la pratique notariale » (avec S. CHARLIER, in Ch. AUGHUET et P.-Y. ERNEUX (coord.), *Droit de l'urbanisme – CoDT et COBAT : quelles nouveautés pour la pratique notariale ?*, Bruxelles, Larcier, 2017, pp.305 et s., <http://hdl.handle.net/2268/208501>).
  37. « Taxe régionale sur les bénéfices résultant de la planification » (in M. PAQUES et M. DELNOY (dir.), *Droit adm. not.*, Chron. not., vol.65, Bruxelles, Larcier, 2017, pp.214 et s.).
  38. « Les schémas de développement et d'orientation » (avec R. SMAL, in M. DELNOY et Ch.-H. BORN (coord.), *Le nouveau Code du développement territorial (CoDT) – Décret du 20 juillet 2016*, Bruxelles, Larcier, 2017, pp.75-127, <http://hdl.handle.net/2268/214636>).
  39. « Commentaire des articles du CoDT relatifs aux schémas » (avec R. SMAL, in Ch.-H. BORN, D. LAGASSE, J.-Fr. NEURAY et M. PAQUES (dir.), *Code du développement territorial (CoDT) et Code du patrimoine commentés*, Liège, Kluwer, 2018, pp.103 et s., <http://hdl.handle.net/2268/233535>).
  40. « Les procédures » (avec A. PIRSON, in M. DELNOY (coord.), *Le décret de gestion et d'assainissement des sols du 1<sup>er</sup> mars 2018*, Bruxelles, Larcier, 2019, pp.163 et s., <http://hdl.handle.net/2268/232608>).
  41. « Les règles de droit transitoire en droit de l'urbanisme et de l'environnement » (avec A. PIRSON, Z. VROLIX et J. LEJEUNE, in *Le droit et le temps – L'application dans le temps des récentes réformes*, Le Pli juridique, n° special, 2020/1, pp.54 à 66, <http://hdl.handle.net/2268/248309>).
  42. « Commentaire des articles du CoDT relatifs aux schémas » (avec R. SMAL, in Ch.-H. BORN, D. LAGASSE, J.-Fr. NEURAY et M. PAQUES (dir.), *Code du développement territorial (CoDT) et Code du patrimoine commentés*, Liège, Kluwer, 2020, pp.111 et s., <https://hdl.handle.net/2268/311897>).
  43. « Le triple régime des indulgences urbanistiques en Région Wallonne: des principes à l'application » (avec Z. VROLIX, in M. PAQUES, M. DELNOY et Fr. ONCLIN (dir.), *Droit adm. not.*, Chron. not., vol.71, octobre 2020, Bruxelles, Larcier, pp.90 et s., <http://hdl.handle.net/2268/251480>).

44. « Protection du patrimoine (CoPat) » (avec N. VAN DAMME, in M. PAQUES, M. DELNOY et Fr. ONCLIN (dir.), *Droit adm. not.*, Chron. not., vol.71, octobre 2020, Bruxelles, Larcier, pp.226 et s., <http://hdl.handle.net/2268/251479>).
45. « Introduction générale. La protection du patrimoine: objet, raisons d'être et modalités » (in J.-F. NEURAY (dir.), *Evolutions récentes dans la protection du patrimoine*, Bruxelles, Larcier, 2020, pp.7 et s., <http://hdl.handle.net/2268/251478>).
46. « Infractions et sanctions d'urbanisme » (avec Z. VROLIX, in M. DELNOY et Ch-H. BORN (dir.), *Actualités choisies en droit de l'urbanisme et de l'environnement*, Limal, Anthemis, 2021, pp.151 et s., <http://hdl.handle.net/2268/259003>).
47. « Code wallon du Patrimoine » (CoPat) (avec N. VAN DAMME, in M. DELNOY et Ch-H. BORN (dir.), *Actualités choisies en droit de l'urbanisme et de l'environnement*, Limal, Anthemis, 2021, pp.173 et s., <http://hdl.handle.net/2268/259001>).
48. « Plans et programmes en droit international et européen de l'environnement » (in Fr. HAUMONT et J. SAMBON (dir.), *L'environnement, le droit et le magistrat, Mélanges en l'honneur de Benoît Jadot*, Bruxelles, Larcier, 2021, pp.473 et s., <https://hdl.handle.net/2268/292178>).
49. « L'évaluation préalable des incidences sur l'environnement s'applique aussi à un acte législatif d'autorisation de projet (« acte législatif national spécifique ») » (in D. MISONNE et M.-S. DE CLIPPELE (coord.), *Grands arrêts inspirants de l'environnement – Sélection XXI<sup>e</sup> siècle*, Bruxelles, Larcier, **à paraître**).
50. « Charges d'urbanisme en Région wallonne : quelques difficultés actuelles » (in *JurimPratique*, 3/2023, Larcier, pp.375 et s. ; <https://hdl.handle.net/2268/304200>).
51. « L'infrastructure verte en milieu urbain » (avec V. DEFER et J. TELLER, *Am.-Env.*, 2023, n° spécial, pp.60 et s. ; <https://hdl.handle.net/2268/311767>).
52. « Les infractions urbanistiques à l'épreuve du temps : quand ne faut-il pas régulariser ? » (avec J. VAN YPERSELE et L. OLIVIER, *JurimPratique*, 2024/1, pp.9 et s.).
53. « Les actes et travaux infractionnels qui bénéficient de la prescription de l'action publique » (avec J. VAN YPERSELE, *JurimPratique*, 2024/1, pp.59 et s.).
54. « Les critères d'octroi du permis d'urbanisme en Région wallonne : quid de la sécurité juridique ? » (in A. DETILLEUX, L. DONNAY, Fr. HAUMONT, M. VRANCKEN et N. VAN DAMME (coord.), *Dire et faire le droit – Liber Amicorum Michel Pâques*, Bruxelles, Larcier, 2024, pp.829 et s.)

## Articles, notes et chroniques

### Recherches approfondies

1. « Pollution des sols: interventions et responsabilités des pouvoirs publics » (in CEDRE et SERES (dir.), *Sols contaminés, sols à décontaminer*, Bruxelles, F.U.S.L., 1996, pp.263 à 345, <http://hdl.handle.net/2268/68304>).
2. « Le plan régional d'aménagement du territoire wallon » (avec M. PAQUES, *Am.-Env.*, 1994, n° spécial, <http://hdl.handle.net/2268/67855>).
3. « Droit de l'environnement - Vers un droit de l'environnement urbain » (Rapport national aux journées thématiques de recherche - avec F. HAUMONT, M. PAQUES, E. ORBAN DE XIVRY, J.F. NEURAY et V. HAENEN - Bruxelles - AUPELF/UREF/BRUYLANT - 1999 - CDRom).

4. « Infractions et sanctions d'urbanisme en Région wallonne: examen de quelques décisions récentes » (Am.-Env., 1997, pp.184 à 187, <http://hdl.handle.net/2268/68297>).
5. « Tourisme et plans d'aménagement » (Am.-Env., 1998, n° spécial, pp.12 à 37, <http://hdl.handle.net/2268/67784>).
6. « Les répercussions en droit civil du « nouveau » CWATUP: patrimonialisation du territoire wallon, information par le vendeur, droit de préemption et indemnisation des dommages de plans » (REDRIM, 1999, pp.42 à 74, <http://hdl.handle.net/2268/67812>).
7. « Licéité des baux au regard de la police de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme » (Act. jur. baux, 1999, pp.98 à 108, <http://hdl.handle.net/2268/67815>).
8. « La participation en droit de l'urbanisme et de l'environnement: une construction neuve et en extension, dont l'assise est incertaine » (Am.-Env., 2000, n° spécial, pp.65 à 70, <http://hdl.handle.net/2268/67788>).
9. « La portée spatiale du permis de lotir et sa compatibilité avec les plans d'aménagement » (in *Le permis de lotir – Lotissement : difficultés d'application et proposition de solutions*, Cahiers de l'urbanisme, n° spécial, 2001, pp.37 à 58, <http://hdl.handle.net/2268/67791>).
10. « Les nouveautés de l'urbanisme wallon après le décret d'optimalisation du CWATUP » (*Commentaire systématique du CWATUP*, Memorandum, décembre 2002, 20 pp., <http://hdl.handle.net/2268/67947>).
11. « Faut-il codifier les règles relatives aux enquêtes publiques en matière d'urbanisme et d'environnement ? » (Am.-Env., n° spécial codification, 2005, pp.43 et s., <http://hdl.handle.net/2268/67785>).
12. « Les innovations et prolongements du décret wallon du 31 mai 2007 relatif à la participation du public en matière d'environnement » (Am.-Env., 2008, pp.5 et s., <http://hdl.handle.net/2268/67780>).
13. « Le décret du parlement wallon relatif à la responsabilité environnementale » (avec Ch.-H. BORN, Am.-Env., 2009, pp.76 et s. et pp.159 et s., <http://hdl.handle.net/2268/67880> et <http://hdl.handle.net/2268/67882>).
14. « La participation comme mode d'amélioration de la démocratie ? Conditions et corollaire » (I. Larmuseau (éd.), *De burger versus het milieubeleid : meer dans een stem in de woestijn ?*, Onze omgeving, V.V.O.R., 2010, pp.31 et s.).
15. « La conformité juridique de la directive E.I.E. à la Convention d'Aarhus » (in *Conference for the 25th anniversary of the EIA Directive : successes – failures – perspectives*, actes du colloque des 18 et 19 novembre 2010 organisé à Leuven par la Commission européenne et la Présidence belge de l'Union européenne, <http://ec.europa.eu/environment/eia/conference.htm> - [Presentations of Workshop 3, http://hdl.handle.net/2268/82771](http://hdl.handle.net/2268/82771)).
16. « Infractions et sanctions d'urbanisme en Région wallonne : vers une nouvelle réforme ? » (J.T., 2011, pp.617 et s., <http://hdl.handle.net/2268/100676>).
17. « Cour de justice de l'Union européenne – Elargissement de l'accès à la justice des associations de défense de l'environnement, par référence à la Convention d'Aarhus et à la directive E.I.E. » (Am.-Env., 2011, pp.265 et s., <http://hdl.handle.net/2268/122685>).
18. « La validité des actes législatifs d'autorisation de projet au regard des exigences procédurales de la directive E.I.E. et de la convention d'Aarhus : les arrêts des 18 octobre 2011 (Boxus) et 16 février 2012 (Solvay) de la Cour de justice de l'Union européenne relatifs au DAR » (Am.-Env., 2012, pp.153 et s., <http://hdl.handle.net/2268/140614>).

19. « Le permis d'urbanisation dans le CWATUPE et dans l'avant-projet de CoDT » (avec M. GOFFIN, Jurim Pratique, 2013/2, pp.51 et s., <http://hdl.handle.net/2268/166626>).
20. « L'invalidation du DAR : le contrôle par la Cour de justice et la Cour constitutionnelle des actes législatifs d'autorisation de projet au regard de la directive E.I.E. et de la convention d'Aarhus » (avec M. LAUWERS et A. PIRSON, Am.-Env., 2013, pp.195 et s., <http://hdl.handle.net/2268/167739>).
21. « La délivrance ou ratification par le législateur de permis d'urbanisme ou d'environnement, au regard du droit européen et de la convention d'Aarhus » (avec R. SMAL, J.D.E., 2014, pp.50 et s., <http://hdl.handle.net/2268/166627>).
22. « Parkings : permis d'urbanisme, permis d'environnement et autorisations connexes en Région wallonne » (avec S. CHARLIER, Jurim pratique, 2014/3, pp.97 et s., <http://hdl.handle.net/2268/180936>).
23. « Infractions d'urbanisme en Région wallonne : les indulgences du législateur » (avec Z. VROLIX, R.N.B., 2018, pp.731 et s., <http://hdl.handle.net/2268/230351>).
24. « Un instrument normatif comme le CoDT n'est pas un 'plan ou un programme' et n'est donc pas soumis à évaluation stratégique environnementale préalable », obs. sous C.C., n°33/2019, du 28 février 2019 (J.L.M.B., 2019, pp.977 et s., <http://hdl.handle.net/2268/240988>).
25. « L'adoption d'une loi d'aménagement du territoire doit-elle être soumise à participation du public et évaluation des incidences sur l'environnement ? », obs. sous C.C., n°145/2019, du 17 octobre 2019 (J.L.M.B., 2020, pp.1629 et s., <http://hdl.handle.net/2268/257479>).
26. « La création de logement sans permis d'urbanisme et son caractère infractionnel » (avec J. LEJEUNE, R.N.B., 2020, pp.680 et s., <http://hdl.handle.net/2268/251420>).
27. « En statuant sur une demande de permis unique, dans quelle mesure l'autorité peut-elle se désintéresser des règles du Code de l'eau ? Indépendance des polices et champ d'application des normes » (Am.-Env., 2024, pp.14 et s.).

### Autres publications

1. « Les dommages dus aux plans et leur indemnisation dans le cadre du CWATUP », obs. sous Liège, 24 mars 1994 (Am.-Env., 1994, p.204, <http://hdl.handle.net/2268/67819>).
2. « Demande d'indemnisation des dommages dus aux plans : éléments de recevabilité et de fondement », obs. sous Liège, 20 octobre 1994 (J.L.M.B., 1996, p.391, <http://hdl.handle.net/2268/67817>).
3. Note sous C.E., n°63.053, du 14 novembre 1996 (Am.-Env., 1997, p.119).
4. Obs. sous C.E., n°58.935, du 28 mars 1996 (Am.-Env., 1997, p.289).
5. « Amende et emprisonnement pour infraction : qui est visé ? » (Immobilier, n°11, 21 mai 1997, pp. 1 à 3, <http://hdl.handle.net/2268/67903>).
6. « Quelles causes de justification devant le juge pénal ? » (Immobilier, n°16, 3 septembre 1997, pp.5 à 7, <http://hdl.handle.net/2268/67902>).
7. « Les renseignements erronés comme motif d'acquiescement » (Immobilier, n°22, 26 novembre 1997, pp.4 à 6, <http://hdl.handle.net/2268/67900>).
8. « Le nouveau Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine: un instrument à... coordonner? » (Carte blanche – I.D.J., 1998, pp.1 à 3).
9. « Expropriations d'extrême urgence » (Immobilier, n°2, 28 janvier 1998, pp.5 à 7, <http://hdl.handle.net/2268/67901>).

10. « Moyens de contestation et expropriation » (Immobilier, n°3, 11 février 1998, pp.6 à 8, <http://hdl.handle.net/2268/67899>).
11. « Le nouveau C.W.A.T.U.P. » (Immobilier, n°5, numéro spécial, 11 mars 1998, <http://hdl.handle.net/2268/67898>).
12. « La nouvelle zone agricole des plans de secteur » (Immobilier, n°8, 22 avril 1998, pp.4 à 6, <http://hdl.handle.net/2268/67897>).
13. « Abattage d'un arbre remarquable : permis d'urbanisme obligatoire » (Immobilier, n°10, 20 mai 1998, pp.4 à 7, <http://hdl.handle.net/2268/67895>).
14. « L'Europe au chevet des riverains » (Immobilier, n°12, 17 juin 1998, pp.1 à 3, <http://hdl.handle.net/2268/67896>).
15. « Nouveau code wallon de l'urbanisme : évolutions récentes » (Immobilier, n°15, 26 août 1998, pp.7 à 12, <http://hdl.handle.net/2268/67894>).
16. « La succession des régions aux obligations aquilienne de l'Etat relatives à la voirie » (J.L.M.B., 1998, pp.1570 à 1574, <http://hdl.handle.net/2268/68264>).
17. « Suspension de l'exécution d'un permis d'urbanisme : conditions » (Immobilier, n°20, 4 novembre 1998, pp.8 et 9, <http://hdl.handle.net/2268/67893>).
18. « Modifier l'utilisation/la destination d'un bâtiment, en Région wallonne » (Immobilier, n°2, 20 janvier 1999, pp.3 à 6, <http://hdl.handle.net/2268/67892>).
19. « Mise en œuvre des anciennes Z.E.H. : résistances administratives » (Immobilier, n°8, 28 avril 1999, pp.1 à 5, <http://hdl.handle.net/2268/67891>).
20. « Nouvel outil d'aménagement du territoire en Wallonie : le SDER » (Immobilier, n°9, 19 mai 1999, pp.7 à 11, <http://hdl.handle.net/2268/67890>).
21. « Le point sur les nouveautés apportées au CWATUP » (Immobilier, n°12, 30 juin 1999, pp.1 à 6, <http://hdl.handle.net/2268/67889>).
22. « Le schéma de développement de l'espace régional » (Immobilier, n°18, 20 octobre 1999, pp.10 et 11, <http://hdl.handle.net/2268/67888>).
23. « Dispense de permis d'urbanisme en Région wallonne (I) » (Immobilier, n°21, 30 novembre 1999, pp.8 à 11, <http://hdl.handle.net/2268/67887>).
24. « Dispense de permis d'urbanisme en Région wallonne (II) » (Immobilier, n°22, 15 décembre 1999, pp.3 à 7, <http://hdl.handle.net/2268/67886>).
25. «Dispense de permis d'urbanisme en Région wallonne (III)» (Immobilier, n° 23, 22 décembre 1999, pp.3 à 5 ; <http://hdl.handle.net/2268/67885>).
26. Obs. sous Cass., 8 avril 1999 (Am.-Env., 2000, pp.70 et 71 ; <http://hdl.handle.net/2268/200399>).
27. « Dispense de permis d'urbanisme en Région wallonne (IV) » (Immobilier, n°1, 12 janvier 2000, pp.1 à 4, <http://hdl.handle.net/2268/67915>).
28. « Antennes G.S.M. : prescriptions applicables en Région wallonne » (Immobilier, n°2, 31 janvier 2000, pp.1 à 5).
29. « Liberté de commerce et d'industrie : secondaire par rapport au droit à un environnement sain ? » (Immobilier, n°5, 8 mars 2000, pp. 4 et 5, <http://hdl.handle.net/2268/68276>).
30. « Droit de l'urbanisme et de l'environnement en Région wallonne : à quand les prochaines modifications ? » (Immobilier, n°07, 5 avril 2000, pp.8 et 9, <http://hdl.handle.net/2268/67913>).
31. « Les droits des particuliers en matière d'accès aux documents détenus par l'administration » (Pacioli, 2000, pp. 5 et 6).
32. « Zones d'aménagement différé : la Cour d'arbitrage ajoute sa pierre à l'édifice » (Immobilier, n°10, 31 mai 2000, pp.3 à 6, <http://hdl.handle.net/2268/67911>).
33. « Taxation des plus-values immobilières résultant des plans d'aménagement » (Immobilier, n°15, 6 septembre 2000, pp.3 à 6, <http://hdl.handle.net/2268/67909>).

34. « L'actualité du (futur) permis d'environnement en Région wallonne » (Immobilier, n°16, 20 septembre 2000, pp.1 et 2, <http://hdl.handle.net/2268/67907>).
35. « L'influence des réglementations d'ordre public sur la validité des contrats » (Immobilier, n°17, 4 octobre 2000, pp. 1 à 4, <http://hdl.handle.net/2268/67906>).
36. « L'intervention volontaire des autorités administratives devant le juge pénal en matière d'infraction d'urbanisme », obs. sous Cass., 13 décembre 2000 (Am.-Env., 2001, p.163, <http://hdl.handle.net/2268/67818>).
37. « Installations fixes soumises à permis d'urbanisme en Région wallonne » (Immobilier, n°1, 17 janvier 2001, pp. 1 à 4, <http://hdl.handle.net/2268/68268>).
38. « Le schéma de structure communal en Région wallonne : valeur juridique et voies de recours » (Immobilier, n°10, 22 mai 2001, pp.1 à 5, <http://hdl.handle.net/2268/68266>).
39. « Valeur d'expropriation des sites d'intérêt régional en région wallonne » (Immobilier, n°17, 3 octobre 2001, pp.3 à 6, <http://hdl.handle.net/2268/68265>).
40. « Dispenses de permis d'urbanisme en Région wallonne » (Immobilier, n°18, 17 octobre 2001, pp.5 à 7, <http://hdl.handle.net/2268/67916>).
41. Obs. sous C.J.C.E., 14 juin 2001, aff. C-230/00 (Am.-Env., 2002, p.42, <http://hdl.handle.net/2268/67821>).
42. « Implications du droit de l'urbanisme dans la mise en valeur du patrimoine immobilier » (Immobilier, n°6, 28 mars 2002, pp.2 à 7, <http://hdl.handle.net/2268/67827>).
43. « Décret d'optimalisation du CWATUP » (Immobilier, n°16, 20 septembre 2002, p.9, <http://hdl.handle.net/2268/67828>).
44. « Les nouveautés de l'urbanisme wallon après le décret d'optimalisation du CWATUP » (Immobilier, n°17, numéro spécial, 7 octobre 2002, 16 pp. ; <http://hdl.handle.net/2268/67823>).
45. « Les implications du droit de l'urbanisme dans la mise en valeur du patrimoine immobilier par le biais de la vente » (Louvain-la-Neuve – Guide de droit immobilier – 29 novembre 2002).
46. « CWATUP : les arrêtés d'exécution du 17 juillet 2003 » (Immobilier, n°19, 23 octobre 2003, pp.4 à 10, <http://hdl.handle.net/2268/67824>).
47. « CWATUP : le certificat de conformité » (Immobilier, n°21, 20 novembre 2003, pp.3 à 7, <http://hdl.handle.net/2268/67830>).
48. Obs. sous C.E. n°165.067, du 23 novembre 2006, De Francquen (Am.-Env., 2007, p.226).
49. « Le décret de gestion des sols en Wallonie : promulgué, en vigueur, opérationnel, applicable et, finalement, appliqué ? » (La Libre Belgique, supplément environnement, octobre 2010).
50. « La personnalité (juridique) de Paul : Paul a-t-il des droits ? Les animaux ont-ils des droits subjectifs ? » (leçon inaugurale, Rev. Fac. Dr. Liège, 2011, pp.259 et s., <http://hdl.handle.net/2268/127309>).
51. « Droit wallon de l'urbanisme – Infractions et sécurité juridique », Proposition législative de modification du régime des infractions et sanctions d'urbanisme en Région wallonne (avec M. BOES, S. BORREMANS. V. DAPSENS ; P.-Y. ERNEUX ; F. HAUMONT et M. PAQUES, in *Suggestions de lois faites au législateur en matière notariale*, Répertoire notarial, Bruxelles, Larcier, 2011, pp.135 et s.).
52. « Instruments normatifs à valeur indicative et recevabilité du recours au Conseil d'Etat – Vers une restructuration des instruments normatifs d'aménagement du territoire ? » (Obs. sous C.E., n°209.810, du 16 décembre 2010, Dutron et crts., J.L.M.B., 2011, pp.1482 et s., <http://hdl.handle.net/2268/100081>).

53. « Les permis ratifiés par le législateur en Région wallonne (« DAR ») mis en échec par la Cour de justice de l'Union européenne et la Cour constitutionnelle » (Justice en ligne, <http://www.justice-en-ligne.be/auteur394.html>, 2013 ; <http://hdl.handle.net/2268/144998>).
54. « Le permis d'environnement : des avantages pour l'entreprise ? » (avec R. SMAL, Brèves du barreau de Liège, <http://www.barreaudeliege.be/actu/permis%20environnement.pdf>, 2013).
55. « Le décret wallon de gestion des sols en Wallonie : après l'entrée en vigueur, l'opérationnalité ? » (La Libre Belgique, supplément environnement, juin 2013, p.7 ; <http://hdl.handle.net/2268/151660>).
56. Présentation du projet de décret de gestion et d'assainissement des sols (IFE News, n°57, mars 2018, <http://secteurpublic.ifebenelux.com/2018/02/28/sols-pollues/>).
57. « Les droits de l'homme (et le droit d'accès au juge) au secours des voisins victimes d'une situation irrégulière d'urbanisme » (Justice en ligne, <http://www.justice-en-ligne.be/rubrique393.html> et <http://hdl.handle.net/2268/224357>, 2018).
58. « En Wallonie, la lutte contre la délinquance environnementale va s'intensifier » (avec M. LAUWERS, L'Echo, 21 juin 2022, p.15).
59. « Le schéma en droit du cadre de vie : 'ligne de conduite dépourvue de toute force contraignante' ? » (Am.-Env., 2022/3, p.198, <https://orbi.uliege.be/handle/2268/296615>).
60. « Pour réaliser des travaux, l'ambassade des États-Unis n'est pas exonérée des exigences imposées par le droit applicable en Belgique » (Justice en ligne, 2022, <https://www.justice-en-ligne.be/Pour-realiser-des-travaux-1>).

#### Autres travaux

1. « Infractions et sanctions d'urbanisme: intervention des autorités communales » (Liège - Ledarel/Proagec - 3 juin 1999; 15 mars 2001).
2. « Futur simple – Vivre, entreprendre, développer, réaliser vos projets en Wallonie » (Namur - Brochure de 70 pages commandée par le ministre M. FORET – 16 septembre 2002).
3. « La réforme du permis de lotir en Wallonie, source d'une insécurité juridique majeure », J.T., 2009, p. 762 (collectif).

#### **Jurisprudence en bref**

1. Rés. C.E. n°89.185, du 31 juillet 2000, Van Den Borre (Am.-Env., 2001, p.93, <http://hdl.handle.net/2268/68413>).
2. Rés. C.E. n°97.612, du 10 juillet 2001, SA ITM Belgium (Am.-Env., 2002, p.87, <http://hdl.handle.net/2268/68414>).
3. Rés. Corr. Neufchâteau, 19 janvier 2004 (Am.-Env., 2004, p.190, <http://hdl.handle.net/2268/68415>).
4. Rés. Bruxelles, 23 avril 2004 (Am.-Env., 2004, p.261, <http://hdl.handle.net/2268/68416>).
5. Rés. C.E. n°137.781, du 30 novembre 2004, commune de Villers-le-Bouillet (Am.-Env., 2005, p.167, <http://hdl.handle.net/2268/68417>).
6. Rés. C.E. n°138.907, du 30 décembre 2004, Lambin (Am.-Env., 2005, p.235, <http://hdl.handle.net/2268/68418>).

7. Rés. C.E. n°142.165, du 15 mars 2005, De Bolle et csrts. (Am.-Env., 2005, p.299 ; <http://hdl.handle.net/2268/68419>)
8. Rés. Cass., 19 mai 2005 (Am.-Env., 2005, p.307, <http://hdl.handle.net/2268/68420>)
9. C.E.D.H (2<sup>ème</sup> sect.), 11 octobre 2005, N.A. et autres c/ Turquie (Am.-Env., 2006, p.73, <http://hdl.handle.net/2268/68421>).
10. Rés. C.E. n°161.726, du 8 août 2006, Cox et SPRL Topos (Am.-Env., 2006, p.33).
11. Rés. C.E. n°160.013, du 13 juin 2006, Jeanmart et crts. (Am.-Env., 2007, p.23, <http://hdl.handle.net/2268/68422>).
12. Rés. C.E. n°134.174, du 30 juillet 2004, Masy et Louis (Am.-Env., 2007, p.22, <http://hdl.handle.net/2268/68423>).
13. Rés. C.J.C.E., 9 novembre 2006, aff. C-216/05, Commission c/ Irlande (Am.-Env., 2007, p.80, <http://hdl.handle.net/2268/68424>).
14. Rés. C.E.D.H., 10 octobre 2006, Pessino c/ France (Am.-Env., 2007, p.82, <http://hdl.handle.net/2268/68425>).
15. Rés. C.E. n°166.927, du 18 janvier 2007, Marella et crts. (Am.-Env., 2007, p.140, <http://hdl.handle.net/2268/68426>).
16. Rés. C.E. n°168.730, du 9 mars 2007, SA Gery International (Am.-Env., 2007, p.144 ; <http://hdl.handle.net/2268/68427>).
17. Rés. C.E. n°170.233, du 19 avril 2007, Hollander et crts. (Am.-Env., 2007, p.233, <http://hdl.handle.net/2268/68428>).
18. Rés. C.E. n°170.235, du 19 avril 2007, Bellin et Molitor (Am.-Env., 2007, p.234, <http://hdl.handle.net/2268/68429>).
19. Rés. T.P.I.C.E., 14 décembre 2006, aff. T-237/02 (Am.-Env., 2008, p.120, <http://hdl.handle.net/2268/68431>).
20. Rés. C.E. n°175.035, du 27 septembre 2007, R.T.B.F. (Am.-Env., 2008, p.137, <http://hdl.handle.net/2268/68432>).
21. Rés. C.E. n°175.277, du 2 octobre 2007, S.A. Gery International (Am.-Env., 2008, p.138, <http://hdl.handle.net/2268/68434>).
22. Rés. n°175.463, du 8 octobre 2007, A.S.B.L. Le Poumon Vert de La Hulpe (Am.-Env., 2008, p.139, <http://hdl.handle.net/2268/68436>).
23. Rés. C.E. n°180.553, du 6 mars 2008, Warbecq et Bouchez (Am.-Env., 2008, p.284, <http://hdl.handle.net/2268/68438>).
24. Rés. C.E.D.H., 14 février 2008, Butan et Dragomir (Am.-Env., 2008, p.280, <http://hdl.handle.net/2268/68439>).
25. Rés. C.E. n°185.114, du 2 juillet 2008, A.S.B.L. Le Poumon Vert de La Hulpe (Am.-Env., 2009, p.51, <http://hdl.handle.net/2268/68440>).
26. Rés. T.P.I.C.E., 1<sup>er</sup> juillet 2008, aff. T-34/04, Regiao autonoma des Açores et autres (Am.-Env., 2009, p.36, <http://hdl.handle.net/2268/68441>).
27. Rés. C.E. n°185.951, du 29 août 2008, de Clercq (Am.-Env., 2009, p.119, <http://hdl.handle.net/2268/68442>).
28. Rés. C.C. n°135/2009, du 1<sup>er</sup> septembre 2009 (Am.-Env., 2010, p.62, <http://hdl.handle.net/2268/68443>).
29. Rés. C.E. n°191.378, du 12 mars 2009, et n°192.200, du 2 avril 2009 (Am.-Env., 2010, p.63, <http://hdl.handle.net/2268/68503>).
30. Rés. C.E. n°195.050, du 2 juillet 2009, Pringels (Am.-Env., 2010, p.66, <http://hdl.handle.net/2268/68507>).
31. Rés. Liège, 20 janvier 2009, Région wallonne c/ N.V. Immo Ter Kouter (Am.-Env., 2010, p.69, <http://hdl.handle.net/2268/68511>).
32. Rés. C.E. n°208.052, du 11 octobre 2010, Zeryouhi (Am.-Env., 2011, p.139, <http://hdl.handle.net/2268/122839>) ;

33. Rés. C.E. n°209.061, du 22 novembre 2010, Hottelet et crts. (Am.-Env., 2011, p.143, <http://hdl.handle.net/2268/122842>).
34. Rés. C.E. n° 211.023, du 3 février 2011, Dalhem et crts. (Am.-Env., 2011, p.216, <http://hdl.handle.net/2268/122840>).
35. Rés. C.E. n° 212.819, du 28 avril 2011, Smolcic ; n° 212.989, du 5 mai 2011, crts. Vanderlinden ; n° 212.991, du 5 mai 2011, S.P.R.L. Fernandez-Grandjean (Am.-Env., 2011, p.292, <http://hdl.handle.net/2268/166121>).
36. Rés. Civ. Nivelles, 16 septembre 2011, Wassueil et De Coster c/ fonctionnaire délégué du Brabant wallon, R.G. n°10/2071/A (Am.-Env., 2012, p.109, <http://hdl.handle.net/2268/166125>).
37. Rés. C.C., n°11/2012, du 25 janvier 2012 (Am.-Env., 2012, p.170, <http://hdl.handle.net/2268/166124>).
38. Rés. C.E., n°219.264, du 8 mai 2012, Punsghen (Am.-Env., 2012, p.255, <http://hdl.handle.net/2268/166122>).
39. Rés. Cass., 28 mars 2012, n° P.11.2083.F (Am.-Env., 2012, p.257, <http://hdl.handle.net/2268/166123>).
40. Rés. C.E., n°220.261, du 10 juillet 2012, crts. Verelst (Am.-Env., 2013, p.36, <http://hdl.handle.net/2268/166134>).
41. Rés. C.E., n°222.247, du 24 janvier 2013, Delfosse et crts. (Am.-Env., 2013, p.163, <http://hdl.handle.net/2268/166132>).
42. Rés. C.J.U.E., 15 janvier 2013, C-416/10, Križan et crts. (Am.-Env., 2013, p.156, <http://hdl.handle.net/2268/166133>).
43. Rés. C.E., n°223.602, du 27 mai 2013, A.S.B.L. Pro-Braine et crts. (Am.-Env., 2013, p.246, <http://hdl.handle.net/2268/166130>).
44. Rés. C.E., n°223.390, du 6 mai 2013, van Zeebroeck et crts. (Am.-Env., 2013, p.242, <http://hdl.handle.net/2268/166131>).
45. Rés. A.C.C.C., 28 septembre 2012, Balkani Wildlife Society c. Bulgarie, ACCC/C/2011/58 (Am.-Env., 2013, p.256, <http://hdl.handle.net/2268/166129>).
46. Rés. A.C.C.C., 28 septembre 2012, Sous-Comité de la circulation du Lord Moray's Feuars Committee c. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ACCC/C/2010/53 (Am.-Env., 2013, p.256, <http://hdl.handle.net/2268/166126>).
47. Rés. C.E., n°223.886, du 13 juin 2013, Delfosse et crts. (Am.-Env., 2014, p.38, <http://hdl.handle.net/2268/188737>).
48. Rés. C.E.D.H., 28 novembre 2013, Österreichische vereinigung zur erhaltung et crts contre Autriche (Am.-Env., 2014, p.97, <http://hdl.handle.net/2268/188746>).
49. Rés. CRAIE, 18 février 2014, recours n°645, Savary (Am.-Env., 2014, p.190, <http://hdl.handle.net/2268/188745>).
50. Rés. C.E., n°226.224, du 27 janvier 2014, S.P.R.L. CS TEAM (Am.-Env., 2014, p.183, <http://hdl.handle.net/2268/188739>).
51. Rés. C.E., n°225.793, du 12 décembre 2013, Commune de Braine-l'Alleud (Am.-Env., 2014, p.176, <http://hdl.handle.net/2268/188743>).
52. Rés. C.E. n°226.305, du 31 janvier 2014, A.S.B.L. Terre wallonne ; C.E., n°227.231 du 29 avril 2014, A.S.B.L. Ligue royale pour la protection des oiseaux (L.R.P.O.) (Am.-Env., 2014, p.250, <http://hdl.handle.net/2268/188735>).
53. Rés. C.E., n°227.230, du 29 avril 2014, Lenain et Gatto (Am.-Env., 2014, p.257, <http://hdl.handle.net/2268/188736>).
54. Rés. C.E., n°227.444, du 16 mai 2014, Lenglet et Martinache (Am.-Env., 2015, p.37, <http://hdl.handle.net/2268/189219>).
55. Rés. A.C.C.C., 20 décembre 2013, O.N.G. Environmental Law Service c. République tchèque, ACCC/C/2012/70 (Am.-Env., 2015, à paraître).

56. Rés. A.C.C.C., 27 septembre 2013, Association pour la nature, l'environnement et le développement durable «Sunce» c. Croatie, ACCC/C/2012/66 (Am.-Env., 2015, p.50, <http://hdl.handle.net/2268/189215>).
57. Rés. A.C.C.C., 28 mars 2013, Association publique National Analysis and Information Resource c. Kazakhstan, ACCC/C/2010/59 (Am.-Env., 2015, p.49 et 50, <http://hdl.handle.net/2268/189216>).
58. Rés. C.E., n° 228.805, du 20 octobre 2014, Commune de Braine-l'Alleud (Am.-Env., 2015, p.116, <http://hdl.handle.net/2268/189217>).
59. Rés. C.E., n° 228.950, du 28 octobre 2014, S.A. La Citadelle, S.P.R.L. Citta Verde et Commune de Farciennes (Am.-Env., 2015, p.119, <http://hdl.handle.net/2268/189218>).
60. Rés. C.E., n° 229.335 du 25 novembre 2014, Notteghem (Am.-Env., 2015, p.206, <http://hdl.handle.net/2268/189225>).
61. Rés. C.E., n°230.473, du 11 mars 2015, Jehaes (Am.-Env., 2015, p.258, <http://hdl.handle.net/2268/189220>).
62. Rés. C.E., n°230.822, du 10 avril 2015, commune de La Bruyère (Am.-Env., 2015, p.267, <http://hdl.handle.net/2268/189223>).
63. Rés. C.E.D.H., 3 mars 2015, req. n°56449/07, Alessandro Scagliarini et autres c. Italie (Am.-Env., 2015, p.251).
64. Rés. C.E., n°230.794, du 3 avril 2015, Osiyer (Am.-Env., 2015, p.267).
65. Rés. CRAIE, 13 mars 2015, recours n°723, Metzmacher c. ville de Malmédy (Am.-Env., 2015, p.274, <http://hdl.handle.net/2268/189224>).
66. Rés. C.E., n°231.514, 10 juin 2015, Debehogne et crts (Am.-Env., 2016, p.103).
67. Rés. C.E., n°232.233, 17 septembre 2015, Herzfeld et C.E., n°232.733, 28 octobre 2015, SA Matexi Brabant wallon et SA Matexi Projects (Am.-Env., 2016, p.106).
68. Rés. C.E., n°232.921, 18 novembre 2015, Delgoffe (Am.-Env., 2016, p.112).
69. Rés. C.E., n°233.227, 11 décembre 2015, Foulkes et Van Elewyck (Am.-Env., 2016, p.207).
70. Rés. C.E., n°233.537, 20 janvier 2016, SA Econo Wind Belgium (Am.-Env., 2016, p.214).
71. Rés. C.E., n°233.720, 3 février 2016, Legrand (Am.-Env., 2016, p.217).
72. Rés. C.E., n°233.866, 18 février 2016, Desmet et Renault (Am.-Env., 2016, p.217).
73. Rés. C.E., n°233.993, 1<sup>er</sup> mars 2016, SA Pierre et Nature et Noël (Am.-Env., 2016, p.221).
74. Rés. C.E., n°234.583, 28 avril 2016, De Saffel (Am.-Env., 2016, p.283).
75. Rés. C.E., n°234.740, 13 mai 2016, Bruneau (Am.-Env., 2016, p.286).
76. Rés. Civ. Liège (div. Verviers), 1<sup>er</sup> mars 2016 (Am.-Env., 2016, p.294).
77. Rés. CRAIE, 13 avril 2016, n°773 (Am.-Env., 2016, p.297).
78. Rés. A.C.C.C., 26 juin 2015, Greenpeace et autres c. Roumanie, ACCC/C/2012/69 (Am.-Env., 2016, p.298).
79. Rés. A.C.C.C., 9 octobre 2015, Greenpeace et autres c. Bulgarie, ACCC/C/2012/76 (Am.-Env., 2016, p.298).
80. Rés. C.C., n° 94/2016, 16 juin 2016 (Am.-Env., 2017, p.31).
81. Rés. C.E., n° 234.935, 6 juin 2016, Houbrechts, n° 234.979, n° 235.030 et n° 236.039 (Am.-Env., 2017, p.36).
82. Rés. C.E., n° 235.035, 10 juin 2016, Dabe (Am.-Env., 2017, p.38)
83. C.E.D.H., 25 octobre 2016, Otgon c. Moladavie (Am.-Env., 2017, p.114).
84. C.E.D.H., 13 décembre 2016, S.C. Fiercolect Impex S.R.L. c. Roumanie (Am.-Env., 2017, p.115).
85. Rés. C.E., n° 235.689, 6 septembre 2016, S.P.R.L. Jurick-Alna (Am.-Env., 2017, p.130).

86. Rés. C.E., n° 235.885, 27 septembre 2016, A.S.B.L. Association commerciale et industrielle d'Arlon, Frognet et crts. (Am.-Env., 2017, p.132).
87. Rés. C.E., n° 236.845, 20 décembre 2016, Grutman et Paduanelli (Am.-Env., 2017, p.219).
88. Rés. C.E., n°236.862, 21 décembre 2016, Hemptinne et n°237.536, du 2 mars 2017, S.P.R.L. Marechal B (Am.-Env., 2017, p.220).
89. Rés. C.E., n°237.775, 24 mars 2017, A.S.B.L. ARAU et crts. (Am.-Env., 2017, p.308).
90. Rés. C.E., n°238.185, 12 mai 2017, Piotrowski (Am.-Env., 2017, p.315).
91. Rés. C.E., n°238.456, 8 juin 2017, ville de Charleroi (Am.-Env., 2017, p.317).
92. Rés. A.C.C.C., 17 juin 2015, Environmental Law Foundation c. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ACCC/C/2013/85 et ACCC/C/2013/86 (Am.-Env., 2017, p.326).
93. Rés. A.C.C.C., 13 septembre 2016, Artmann c. Tchèque, ACCC/C/2012/71 (Am.-Env., 2017, p.326).
94. Rés. C.E., n° 238.695, 27 juin 2017, Vannieuwenhuize et De Smet (Am.-Env., 2018, p.71).
95. Rés. C.E., n° 238.847, 18 juillet 2017, ville de Charleroi (Am.-Env., 2018, p.74).
96. Rés. C.E., n°240.746, 19 février 2018, Lecomte (Am.-Env., 2018, p.234, <http://hdl.handle.net/2268/233394>).
97. Rés. CEDH, 25 janvier 2018, Krushev c. Bulgarie, requ. 8389/10 (Am.-Env., 2018, p.214, <http://hdl.handle.net/2268/233392>).
98. Rés. CEDH, 9 janvier 2018, Tumeliai c. Lituanie, requ. n°25545/14 (Am.-Env., 2018, p.214, <http://hdl.handle.net/2268/233390>).
99. Rés. C.E., n° 241.153, du 29 mars 2018, S.C.S. 4 Art & Com (Am.-Env., 2018, p.302, <http://hdl.handle.net/2268/233395>).
100. Rés. Cass., 1er juin 2018, n° C.16.0483.F (Am.-Env., 2019, p.47).
101. Rés. CRAIE., 25 juin 2018, n° 907 (Am.-Env., 2019, p.49).
102. Rés. C.J.U.E., 4 septembre 2018, ClientEarth c. Commission européenne, C-57/16 (Am.-Env., 2019, p.34).
103. Rés. C.E., n°242.045, du 2 juillet 2018, A.S.B.L. Confédération nationale de la construction (Am.-Env., 2019, p.43).
104. Rés. C.E.D.H., 8 novembre 2018, Malliakou et crts. c. Grèce (Am.-Env., 2019, p.86).
105. Rés. C.E., n°242.619, du 11 octobre 2018, Clayton et Walsh (Am.-Env., 2019, p.111).
106. Rés. Mons, 20 avril 2018, S.P.R.L. TFDI Import Export (Am.-Env., 2019, p.121).
107. Rés. C.E., n°243.119, du 5 décembre 2018, ville de Charleroi (Am.-Env., 2019, p.177).
108. Rés. C.E., n°244.781, du 13 juin 2019, Vella (Am.-Env., 2020, p.53).
109. Rés. C.E., n°244.839, du 18 juin 2019, Ozen (Am.-Env., 2020, p.54).
110. Rés. C.E., n°246.356, du 10 décembre 2019, S.A. Mestdagh et S.A. RG Food (Am.-Env., 2021, **à paraître**).
111. Rés. C.E., n° 247.171, du 28 février 2020, Mancuso (Am.-Env., 2021, **à paraître**).
112. Rés. CRAIE, n° 1004 du 12 septembre 2019, n° 1005 du 18 novembre 2019 et n° 1006 du 12 septembre 2019 (Am.-Env., 2021, **à paraître**).
113. Rés. C.E.D.H., 4 août 2020, Kaminskas c. Lituanie, requ. 448717/18 (Am.-Env., 2021, **à paraître**).
114. Rés. C.E., 14 juillet 2020, Comme de Fléron e.a., n° 248.046 (Am.-Env., 2021, **à paraître**).
115. Rés. CRAIE, n°1036, du 26 mai 2020 (Am.-Env., 2021, **à paraître**).
116. Rés. CRAIE, décision n° 1035 du 26 mai 2020 (Am.-Env., 2021, **à paraître**).

117. Rés. Liège, 14 décembre 2020, M.P. et fonctionnaire déléguée de l'urbanisme c/ Vincent et consorts de Smidt (Am.-Env., 2021, à **paraître**).
118. Rés. C.E., n° 248.659, du 20 octobre 2020, Warin et crts. (Am.-Env., 2021, à **paraître**).
119. Rés. C.E., n° 249.119 du 3 décembre 2020, S.A. Cora et S.A. Galimmo Services Belux (Am.-Env., 2021, à **paraître**).
120. Rés. A.C.C.C., 30 mars 2020, Institut international du droit et de l'environnement c. Union européenne, ACCC/C/2014/121 (Am.-Env., 2021, à **paraître**).
121. Rés. C.E., n°249.245, du 15 décembre 2020, Maréchal (Am.-Env., 2021, à **paraître**).
122. Rés. C.E.D.H., 19 janvier 2021, Puišys c. Lituanie (Am.-Env., 2021, à **paraître**).
123. Rés. A.C.C.C., 4 août 2020, European Platform Against Windfarms c. Union européenne, ACCC/C/2013/96 (Am.-Env., 2021, à **paraître**).
124. Rés. A.C.C.C., 10 mars 2020, Janin c. France, ACCC/C/2015/135 (Am.-Env., 2021, à **paraître**).
125. Rés. C.E., n°250.085, du 11 mars 2021, Iweins de Wavrans (Am.-Env., 2021, à **paraître**).
126. Rés. Cass., 24 mars 2021, RG P.20.1344.F (Am.-Env., 2021, à **paraître**).
127. Rés. C.E., n°250.125, du 16 mars 2021, Bozkurt (Am.-Env., 2021, à **paraître**).
128. Rés. C.E., n°250.319, du 12 avril 2021, Debiolles (Am.-Env., 2021, à **paraître**).
129. Rés. C.E., n°250.801, du 4 juin 2021, ville de Huy (Am.-Env., 2021, à **paraître**).
130. Rés. C.E., n°251.362, du 10 août 2021, Paschal (Am.-Env., 2021, à **paraître**).
131. Rés. Liège 8 juin 2020, M.P., fonctionnaire délégué et collège communal de Stavelot c. Michel, notice 2017/CO/702 (Am.-Env., 2021, à **paraître**).
132. Rés. A.C.C.C., 17 décembre 2020, Right to Know c. Irlande, ACCC/C/2016/141 (Am.-Env., 2022, p.143).
133. Rés. A.C.C.C., 17 décembre 2020, Institut international du droit et de l'environnement c. Espagne, ACCC/C/2014/122 (Am.-Env., 2022, p.143).
134. Rés. CRAIE, 25 mars 2021, recours n°1116 (Am.-Env., 2022, p.145).
135. Rés. Liège, 15 mars 2021, commune de Blegny c/ Groeteclaes, 2021/RF/64 (Am.-Env., 2022, p.141).
136. Rés. Cass., 30 juin 2021, n°P.21.0214.F (Am.-Env., à **paraître**).
137. Rés. C.E., n°252.441, du 16 décembre 2021, A.S.B.L. Les amis du parc de la Dyle et crts (Am.-Env., à **paraître**).
138. C.E., n°252.965, du 11 février 2022, De Furstenberg (Am.-Env., à **paraître**).
139. C.J.U.E., 16 décembre 2021, Apollo Tyres Kft, C-575/20 (Am.-Env., à **paraître**).
140. Rés. C.E., n°253.776, du 17 mai 2022, Commune de La Hulpe (Am.-Env., à **paraître**).
141. Rés. C.E., n°250.986, du 18 juin 2021, Gironi (Am.-Env., à **paraître**).
142. Rés. C.E., n°254.309, du 3 août 2022, S.P.R.L. Parmentier Compostage (Am.-Env., à **paraître**).
143. Rés. CRAIE, n°1223, du 8 mars 2022 (Am.-Env., à **paraître**).
144. Rés. CRAIE, n°1233, du 9 mai 2022 (Am.-Env., à **paraître**).
145. Rés. CRAIE, n°1246, du 14 juillet 2022 (Am.-Env., à **paraître**).
146. Rés. CRAIE, n°1247, du 14 juillet 2022 (Am.-Env., à **paraître**).
147. Rés. CRAIE, n°1254, du 3 octobre 2022 (Am.-Env., à **paraître**).
148. Rés. A.C.C.C., du 15 juin 2022, Fondation Frank Bold c. Pologne, ACCC/C/2014/119 (Am.-Env., à **paraître**).

## **Textes déposés à des colloques ou conférences et non publiés**

1. « Le pouvoir d'appréciation de l'autorité face à une demande de permis d'environnement » (Bruxelles – I.F.E. – 22 octobre 2002).
2. « Une modification importante de l'article 70 du CWATUP: quel nouveau régime pour l'indemnisation des dommages de plans? » (Bruxelles – I.F.E. – 12 et 13 novembre 2002).
3. « Le pouvoir d'appréciation de l'autorité face à une demande de permis d'environnement » (Namur – I.F.E. – 12 février 2003).
4. « Le périmètre du permis de lotir » (Bruxelles – I.F.E. – 15 octobre 2003).
5. « Le pouvoir d'appréciation de l'autorité face à une demande de permis d'environnement » (Namur – I.F.E. – 8 décembre 2003).
6. « Les dispositions du décret d'assainissement des sols modifiant le permis d'environnement » (Bruxelles – I.F.E. – 28 avril 2004).
7. « Principes d'établissement des plans d'assainissement par sous-bassins hydrographiques » (Namur – I.F.E. – 21 juin 2004).
8. « Instruments intermédiaires de mise en œuvre des zones d'aménagement différé et des zones d'activité économique » (Namur – I.F.E. – 22 septembre 2004).
9. « La vente d'un terrain grevé d'une infraction à l'urbanisme ou d'une pollution » (Bruxelles – I.F.E. – 16 décembre 2004).
10. « Le plan communal d'aménagement et le règlement communal d'urbanisme » (Bruxelles – I.F.E. – 16 février 2005).
11. « Quelles responsabilités en matière de pollution des sols » (avec A.-D. Lejeune – Bruxelles – I.F.E. – 23 mars 2005).
12. « La gestion des sols pollués en Wallonie : décret d'assainissement des sols, contrats et incidences fiscales » (avec A.-D. Lejeune et X. Thiébaud – Bruxelles – UPSI – 2 juin 2005).
13. « Création et utilisation de la zone d'aménagement communal concerté » (Namur – I.F.E. – 5 octobre 2005).
14. « Présentation générale du régime du permis unique et des principales modifications y apportées par le décret RESA » (Namur – I.F.E. – 9 novembre 2005).
15. « Urbanisme et environnement : contenu et suites du décret RESA » (Esneux – 17 novembre 2005).
16. « Décret d'assainissement des sols pollués en Région wallonne » (Namur – BP Training – 30 novembre 2005).
17. « Présentation générale du régime du permis unique » (Namur – I.F.E. – 18 octobre 2006).
18. « Le nouveau décret du 10 novembre 2006 relatif à l'évaluation des incidences des projets sur l'environnement : plus de sécurité juridique mais quels changements prévus ? » (Gosselies – BP Training – 27 mars 2007).
19. « Quand un permis de lotir est-il requis et quel est son périmètre ? » (Namur – I.F.E. – 12 juin 2007).
20. « Les modifications relatives à l'évaluation des incidences : incertitudes pour les établissements de classe 2 » (Gosselies – BP Training – 21 juin 2007).
21. « Le RUE des ZACC et ZACCI » (Namur – I.F.E. – 23 octobre 2007).
22. « Les trois catégories de décisions soumises à enquête dans le décret du 31 mai 2007 : procédures relatives à chacune » (Gosselies – B.P.T. – 24 janvier 2008).
23. « L'impact des dispositions relatives à la PEB sur les permis d'urbanisme, unique et de lotir » (avec J.-B. Levaux, Gosselies, BP Training – 17 avril 2008).

24. « Le décret sols wallon : quelles modifications à venir ? » (Bruxelles – I.F.E. – 23 avril 2008).
25. « Les modifications récentes et à venir du zonage des plans de secteur » (Namur – I.F.E. – 7 octobre 2008).
26. « Décret du parlement wallon du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols : faits générateurs des mesures de sécurité et des obligations d'investigation et d'assainissement » (Bruxelles – I.F.E. – 2 avril 2009).
27. « Charges d'urbanisme et charges environnementales : le décret RESA ter et la circulaire ministérielle du 20 mai 2009 » (avec M. LAUWERS – Namur – I.F.E. – 26 octobre 2010).
28. « Legal compliance of the EIE Directive with the Aarhus Convention » (Leuven – Présidence belge de l'Union européenne et Commission européenne – 19 novembre 2010).

### **Notes de cours**

1. Notes de cours «Produits chimiques», partie du cours « Droit européen de l'environnement » de M. PAQUES.

### **Comptes rendus bibliographiques**

1. M. BOVERIE, Le nouveau Code wallon de l'aménagement du territoire, U.V.C.W., 1997 (J.L.M.B., 1998, p.570, <http://hdl.handle.net/2268/68539>).
2. B. ROELANDTS, *Buiten de zone*, Bruges, La Charte, 1998 (REDRIM, 1999, p.48).
3. S. DE TAYE, *Les procédures devant le Conseil d'Etat*, Gent, Mys et Breesch, 1998 (REDRIM, 2000, p.153).

### **Ouvrages en préparation**

1. *Droit de l'environnement en Région wallonne* (avec S. LEPRINCE, série Droit administratif notarial (dir. M. BOES), Bruxelles, Larcier, en cours).
2. *Guide de droit administratif* (dir., Rép. not., Bruxelles, Larcier, en cours).

<b>COMMUNICATIONS PRESENTEES SUR INVITATION A DES COLLOQUES, CONGRES OU CONFERENCES</b>
---

1. « Le plan régional d'aménagement du territoire wallon » (Liège - Editions Kluwer - 10 février 1995).
2. « Pollution des sols: intervention et responsabilité des pouvoirs publics » (Bruxelles - CEDRE - 19 mai 1995).
3. « Aménagement du territoire: actualités et perspectives » (Liège - Conférence de midi du Jeune Barreau de Liège - 16 février 1995).
4. « Infractions et sanctions d'urbanisme: trois questions d'actualités » (Liège, Bruxelles, Charleroi - Formation permanente Commission Université-Palais - mai 1997).
5. « Le nouveau droit wallon des infractions et sanctions d'urbanisme » (Liège - Editions Bruylant - 5 et 6 mars 1998).

6. « Tourisme et plans d'aménagement » (Treignes - Editions Kluwer - 18 septembre 1998).
7. « Les actes soumis à permis d'urbanisme et de lotir dans le nouveau CWATUP » (Bruxelles - Editions Kluwer - Guide de droit immobilier - 4 décembre 1998).
8. Diverses conférences sur le nouveau droit wallon de l'urbanisme: chambre de commerce et d'industrie de Liège et du Luxembourg belge, géomètres-experts immobiliers, maison de l'urbanisme, Institut supérieur Saint-Martin (courant 1998).
9. « Les déchets d'emballages » (Zaventem - workshop Institute for international research - 26 janvier 1999).
10. « L'implantation d'une activité économique en Région wallonne et en Région de Bruxelles-Capitale - aspects de droit de l'urbanisme » (Bruxelles - séminaire Loeff Claey Verbeke - 23 mars 1999).
11. « La participation comme instrument de la maîtrise du risque dans le droit de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme » (Liège - Ius Commune - 25 mai 1999).
12. « Les taxes ou redevances environnementales » (Namur - Institute for international research - 9 juin 1999).
13. « Les responsabilités et les pénalités des dirigeants d'entreprises en droit de l'environnement » (Liège - Chambre de commerce et d'industrie - 8 novembre 1999).
14. « Incidences juridiques de la « patrimonialisation » de certains aspects de l'environnement dans le droit wallon » (Corsendonk - Ius commune - 26 novembre 1999).
15. « La responsabilité des dirigeants d'entreprise en droit de l'urbanisme et de l'environnement » (Liège - séminaire Bours et associés - 17 février 2000).
16. « La responsabilité des dirigeants d'entreprise en droit de l'urbanisme et de l'environnement » (Arlon - BNB, Fortis, CCILb, IEC - 5 mai 2000).
17. « Le champ d'application du permis d'urbanisme et les formes de la demande » (Bruxelles - E.F.E. - 9 mai 2000).
18. « Het verdrag van Aarhus en het participatierecht » (Leuven - Ius Commune - 23 novembre 2000).
19. « La portée spatiale du permis de lotir et sa compatibilité avec les plans d'aménagement » (Liège - ABeFDATU - 1er décembre 2000).
20. « La portée spatiale du permis de lotir et sa compatibilité avec les plans d'aménagement » (Liège - ABeFDATU - 16 mars 2001).
21. « Les sanctions en matière de déchets industriels » (Bruxelles - E.F.E. - 24 mai 2001).
22. « Le suivi de la Convention d'Aarhus en droit communautaire, en matière de participation » (Liège - ABeFDATU - 20 mars 2002).
23. « L'optimisation du CWATUP: quelles répercussions pour les professionnels de l'immobilier? » (Namur - UPSI - 11 septembre 2002).
24. « Risque et environnement » (rôle de commentateur - Liège - Ius Commune - 9 octobre 2002).
25. « L'indemnisation des servitudes légales d'utilité publique dans le CWATUP et dans le décret Natura 2000 » (Namur - ABeFDATU - 17 octobre 2002).
26. « Le pouvoir d'appréciation de l'autorité face à une demande de permis d'environnement » (Bruxelles - I.F.E. - 22 octobre 2002).
27. « Une modification importante de l'article 70 du CWATUP: quel nouveau régime pour l'indemnisation des dommages de plans? » (Bruxelles - I.F.E. - 12 et 13 novembre 2002).
28. « Gérez les enjeux environnementaux de votre entreprise » (Liège - CCILg - 7 novembre 2002).

29. « Les implications du droit de l'urbanisme dans la mise en valeur du patrimoine immobilier par le biais de la vente » (Louvain-la-Neuve – Guide de droit immobilier – 29 novembre 2002).
30. « Le pouvoir d'appréciation de l'autorité face à une demande de permis d'environnement » (Namur – I.F.E. – 12 février 2003).
31. « Les principaux axes de l'optimalisation du CWATUP » (Verviers – Chambre de commerce et d'industrie – 12 mars 2003).
32. « Les arrêtés du gouvernement wallon du 17 juillet 2003 » (Liège – Chambre de commerce et d'industrie et ARAL – 7 octobre 2003)
33. « Le périmètre du permis de lotir » (Bruxelles – I.F.E. – 15 octobre 2003).
34. « Le permis d'environnement : mise en œuvre, nouveautés et responsabilités » (Liège – C.C.I.Lg. – 6 novembre 2003).
35. « Le pouvoir d'appréciation de l'autorité face à une demande de permis d'environnement » (Namur – I.F.E. – 8 décembre 2003).
36. « Assainissement des sols et certification de conformité urbanistique: deux importantes nouveautés pour la vie des entreprises wallonnes » (Liège – Barreau de Liège – I.N.G. – 18 décembre 2003).
37. « Les dispositions du décret d'assainissement des sols modifiant le permis d'environnement » (Bruxelles – I.F.E. – 28 avril 2004).
38. « Notions de base, raisons d'être et sources juridiques des procédures de participation du public » (Exposé introductif du colloque – Namur – CEDRE – 27 mai 2004).
39. «Principes d'établissement des plans d'assainissement par sous-bassins hydrographiques » (Namur – I.F.E. – 21 juin 2004).
40. « Instruments intermédiaires de mise en œuvre des zones d'aménagement différé et des zones d'activité économique » (Namur – I.F.E. – 22 septembre 2004).
41. « Le COBAT : présentation synthétique » (Chronique du notariat – ULg – Liège – 29 octobre 2004).
42. « La liste des cas dans lesquels un texte impose un mode de participation est-elle ouverte ou fermée ? » (Ius Commune – Ulg – Leuven – 26 novembre 2004).
43. « La vente d'un terrain grevé d'une infraction d'urbanisme ou d'une pollution » (avec A.-D. Lejeune – Bruxelles – I.F.E. – 16 décembre 2004).
44. « Le plan communal d'aménagement et le règlement communal d'urbanisme » (Bruxelles – I.F.E. – 16 février 2005).
45. « Le décret-programme du 3 février 2005 modifiant le CWATUP et le décret d'assainissement des sols » (Liège – Cercle d'étude de la CNAL – 10 mars 2005).
46. « Derniers développements décrets et jurisprudentiels en matière d'urbanisme » (Bruxelles – Conseil supérieur de la Justice – 11 mars 2005).
47. « Quelles responsabilités en matière de pollution des sols » (avec A.-D. Lejeune – Bruxelles – I.F.E. – 23 mars 2005).
48. « Le décret RESA et ses implications dans le CWATUP » (Namur – Formation aux fonctionnaires communaux – 12 mai 2005).
49. « La gestion des sols pollués en Wallonie : décret d'assainissement des sols, contrats et incidences fiscales » (avec A.-D. LEJEUNE et X. THIEBAUT – Bruxelles – UPSI – 2 juin 2005).
50. « Création et utilisation de la zone d'aménagement communal concerté » (Namur – I.F.E. – 5 octobre 2005).
51. « Présentation générale du régime du permis unique et des principales modifications y apportées par le décret RESA » (Namur – I.F.E. – 9 novembre 2005).
52. « Urbanisme et environnement : contenu et suites du décret RESA » (communes d'Esneux et de Wavre – 17 novembre 2005 et 31 janvier 2006).

53. « Décret d'assainissement des sols pollués en Région wallonne » (Namur – BP Training – 30 novembre 2005).
54. « Présentation générale du régime du permis unique » (Namur – I.F.E. – 18 octobre 2006).
55. « La zone d'aménagement communal concerté, les autres modifications au zonage du plan de secteur et les travaux en voirie » (Liège – Chron. not. – 22 mars 2007).
56. « Actualité du zonage, dérogations au plan de secteur par plan communal d'aménagement et travaux en voirie » (Liège – Formation permanente C.U.P. – 9 mars 2007).
57. « Actualité du zonage, dérogations au plan de secteur par plan communal d'aménagement et travaux en voirie » (Bruxelles – Formation permanente C.U.P. – 16 mars 2007).
58. « Le nouveau décret du 10 novembre 2006 relatif à l'évaluation des incidences des projets sur l'environnement : plus de sécurité juridique mais quels changements prévus ? » (Gosselies – BP Training – 27 mars 2007).
59. « Quand un permis de lotir est-il requis et quel est son périmètre ? » (Namur – I.F.E. – 12 juin 2007).
60. « Formation de base en droit de l'aménagement du territoire » (Bruxelles – Conseil supérieur de la Justice – 4 mai 2007).
61. « Les modifications relatives à l'évaluation des incidences : incertitudes pour les établissements de classe 2 » (Gosselies – BP Training – 21 juin 2007).
62. « L'actualité relative au CWATUP » (Liège – C.C.I.L.V.-I.N.G. – 26 juin 2007).
63. « Le RUE des ZACC et ZACCI » (Namur – I.F.E. – 23 octobre 2007).
64. « Le décret du Parlement wallon du 31 mai 2007 relatif à la participation du public en matière d'environnement » (Bruxelles – Remise diplômes D.E.S. de l'U.C.L. et des F.U.S.L. – 15 novembre 2007).
65. « The implementation of the Aarhus Convention, as protecting the individual right to a clean and quiet environment » (Liège – Ius Commune Congres, ULg – 29 novembre 2007).
66. « Les relations entre le juge administratif et le juge de l'ordre judiciaire – Questions spéciales de droit de l'urbanisme et de l'environnement » (Bruxelles – C.S.J. – 15 décembre 2007).
67. « Les trois catégories de décisions soumises à enquête dans le décret du 31 mai 2007 : procédures relatives à chacune » (Gosselies – B.P.T. – 24 janvier 2008).
68. « L'impact des dispositions relatives à la PEB sur les permis d'urbanisme, unique et de lotir » (avec J.-B. LEVAUX, Gosselies, BP Training – 17 avril 2008).
69. « Le décret sols wallon : quelles modifications à venir ? » (Bruxelles – I.F.E. – 23 avril 2008).
70. « La Convention d'Aarhus garantit-elle le droit à la protection de l'environnement ? » (Louvain-la-Neuve – Am.-Env. – 30 mai 2008).
71. « Implementation of the Aarhus Convention in Belgium – Some Elements » (Amsterdam - Amsterdam Centre for Environmental Law – 24 et 25 juin 2008).
72. « Les modifications récentes et à venir du zonage des plans de secteur » (Namur – I.F.E. – 7 octobre 2008).
73. « Le décret du 31 mai 2007 relatif à la participation du public en matière d'environnement : avancées et questions » (avec B. JADOT – Liège – ABefDATU – 23 octobre 2008, <http://hdl.handle.net/2268/67816>).
74. « Réformes du droit de l'urbanisme et de l'environnement » (avec P.-Y. ERNEUX – Liège – C.I.D.N. – 31 janvier 2009).

75. « Réformes du droit de l'urbanisme et de l'environnement » (avec P.-Y. ERNEUX – Louvain-la-Neuve – C.I.D.N. – 14 février 2009).
76. « La participation comme mode d'amélioration de la démocratie ? Conditions et corollaire » (Bruxelles – Vlaamse Vereniging voor Omgevingsrecht – 6 mars 2009).
77. « Réformes du droit de l'urbanisme et de l'environnement » (avec P.-Y. ERNEUX – Bruxelles – C.I.D.N. – 21 mars 2009).
78. « Décret du parlement wallon du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols : faits générateurs des mesures de sécurité et des obligations d'investigation et d'assainissement » (Bruxelles – I.F.E. – 2 avril 2009).
79. « Le décret 'infractions et sanctions d'urbanisme' du 24 mai 2007 – Quelques questions ponctuelles » (Soumagne – Maison de l'urbanisme de la province de Liège – 21 avril 2009).
80. « Le décret du parlement wallon du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols » (Liège – Chron. not. – 23 avril 2009).
81. « La gestion des sols potentiellement pollués – Présentation du régime juridique du décret wallon » (Esneux – U.V.C.W. – 5 mai 2009).
82. « La gestion des sols potentiellement pollués – Présentation du régime juridique du décret wallon » (Gilly – U.V.C.W. – 7 mai 2009).
83. « Le permis d'urbanisation : champ d'application et procédure » (Esneux – U.V.C.W. – 26 mai 2009).
84. « Le traitement de la demande de permis d'urbanisation par la commune : évolutions procédurales » (Marloie – U.V.C.W. – 4 juin 2009).
85. « Le RUE : sa généralisation comme outil d'aménagement du territoire » (Namur – URBAGEO – 4 juin 2009).
86. « Le décret RESAter du 30 avril 2009 : principales modifications apportées au CWATUP » (Bruxelles – IMMOBEL – 11 juin 2009).
87. « Le remplacement du permis de lotir par le permis d'urbanisation opéré par le décret wallon RESAter » (Louvain-la-Neuve – F.R.N.B. – 30 juin 2009).
88. « Actes et travaux soumis à permis d'urbanisme : nouveautés résultant du décret RESAter » (Liège – M.R.A.U. – 20 août 2009).
89. « La déclaration de politique régionale 2009-2014 : valeur juridique et μηδεν αγαν » (Namur – U.W.E. – 27 août 2009).
90. « Le décret de gestion des sols en Région wallonne » (avec V. VERITER et A. ROMER – Bruxelles – UPSI – 9 octobre 2009).
91. Réponse aux exposés de B. DENIS, G. PIJCKE et Fr. TULKENS (séminaire « Suis-je l'État – La production du droit public par les acteurs non étatiques » - Centre de droit public de l'U.L.B. et F.U.S.L. – Bruxelles – 16 octobre 2009).
92. « Le rapport urbanistique et environnemental dans le CWATUP » (Franc-Waret – I.F.E. – 20 octobre 2009).
93. « Les aspects environnementaux de la transmission d'entreprise : quelles obligations ? Quels risques ? Quelles précautions » (avec P.-Y. ERNEUX et D. NOOTENS – Liège – U.C.M. – 21 octobre 2009).
94. « Le rapport urbanistique et environnemental dans le CWATUP » (Bruxelles – Jurim Pratique et Larcier – 12 novembre 2009).
95. « Les principales difficultés rencontrées en pratique dans l'application du CWATUP » (Spa – Confédération de la Construction – 26 mars 2010).
96. « Les infractions et sanctions d'urbanisme » (Liège – Chroniques notariales – 29 avril 2010).
97. « Introduction au droit de l'urbanisme en Région wallonne » (Wavre – S.A. Matexi – 18 mai 2010).

98. « Le décret de gestion des sols en Région wallonne – Appréciation des différents éléments générateurs des procédures » (Diegem – Confocus – 10 juin 2010).
99. « La participation du public aux projets éoliens en Région wallonne : pas d’environnement dans mon environnement ? » (Québec – Université d’été sur la participation publique et le développement durable – Université Laval, Québec – 24 août 2010).
100. Table ronde sur le droit de l’environnement (Bruxelles – Sous la présidence de B. JADOT – La Libre Belgique, supplément environnement – 6 septembre 2010).
101. « Le décret de gestion des sols en Région wallonne – Etat des lieux » (Liège – Bours & Associés et Universoil – 29 septembre 2010).
102. « Charges d’urbanisme et charges environnementales : le décret RESA<sup>ter</sup> et la circulaire ministérielle du 20 mai 2009 » (Namur – I.F.E. – 26 octobre 2010).
103. « Legal compliance of the EIA Directive with the Aarhus Convention » (Leuven – Présidence belge de l’Union européenne et Commission européenne – 19 novembre 2010).
104. « Permis d’urbanisation et permis d’urbanisme de constructions groupées » (avec C. GENIN – Bruxelles – C.I.D.N. – 5 février 2011).
105. « Permis d’urbanisation et permis d’urbanisme de constructions groupées » (avec C. GENIN – Liège – C.I.D.N. – 12 février 2011).
106. « Permis d’urbanisation et permis d’urbanisme de constructions groupées » (avec C. GENIN – Liège – C.I.D.N. – 19 février 2011).
107. « Le permis d’urbanisation et le permis d’urbanisme de constructions groupées » (Namur – I.F.E. – 15 mars 2011).
108. « La personnalité (juridique) de Paul – Paul a-t-il des droits ? » (Liège – ULg., leçons inaugurales – 24 mars 2011).
109. « Le permis d’urbanisation et ses liens avec les autres instruments d’aménagement du territoire » (avec C. GENIN – Liège – C.P.D.T. – 20 septembre 2011).
110. « Le permis d’urbanisation et ses liens avec les autres instruments d’aménagement du territoire » (avec C. GENIN – Louvain-la-Neuve – C.P.D.T. – 6 octobre 2011).
111. « Infractions et sanctions urbanistiques : quel bilan tirer quatre ans après la réforme ? » (avec A. PIRSON – Namur – I.F.E. – 25 octobre 2011).
112. « Aménagement du territoire en Région wallonne – Présentation générale, nouveautés, sanctions » (avec M. GOFFIN – Bruxelles – I.F.J. – 10 novembre 2011).
113. « Comment mettre en œuvre un écoquartier par le biais d’un permis d’urbanisation ? » (avec C. GENIN – Namur – I.F.E. – 1<sup>er</sup> février 2012).
114. « Les constats de l’évaluation du CWATUPE » (avec Y. HANIN et J.-L. DETHIER – Liège – D.G.O.4 – 29 mars 2012).
115. « Le permis d’environnement : des avantages pour l’entreprise ? » (Liège – Conférence libre du jeune barreau de Liège – 1<sup>er</sup> juin 2012).
116. « Les procédures : schémas, plans, règlements et permis » (avec J. SAMBON – Louvain-la-Neuve – colloque ABeFDATU – 13 septembre 2012).
117. « Le permis d’environnement, un outil pour les citoyens, pour les entreprises » (expert à l’un des ateliers du colloque *Les dix ans du permis d’environnement, bilan et perspectives* – Charleroi – D.G.O.3 – 22 octobre 2012).
118. « Le permis d’environnement : des avantages pour l’entreprise ? » (Liège – Meusinvest – 24 octobre 2012).
119. « Les différentes traductions des directives P.E.B. dans les législations nationales : le cas de la Région wallonne (Belgique) » (Namur – B.E.P., projet international REGAIN – 6 décembre 2012).

120. « Gérer les sites et sols pollués » (avec D. JACQUES et A. PIRSON – Namur – IFE – 11 décembre 2012).
121. « L’annulation du DAR par la Cour constitutionnelle : explications et perspectives - Le DAR : la fable du rat et de l’huître ? » (Bruxelles – CEDRE/F.U.S.L. – 15 janvier 2013).
122. « Permis et droits civils – DAR » (Liège – Chroniques notariales – 24 avril 2013).
123. « Autorisations administratives et troubles de voisinage » (avec M. PAQUES et C. VERCHEVAL – Liège – Chronique des juges de paix – 9 mars 2013 ; <http://hdl.handle.net/2268/144996>).
124. « Gérer les sites et sols pollués » (avec D. JACQUES, A.-D. LEJEUNE ET A. PIRSON – Namur – I.F.E. – 4 juin 2013).
125. « Avant-projet de CoDT : relevé des principales innovations » (Mons – Confocus – 6 septembre 2013).
126. « Avant-projet de CoDT : relevé des principales innovations » (Liège – Confocus – 20 septembre 2013).
127. « La participation du public en matière d’environnement : quelle place pour la fonction consultative ? » (Namur, parlement wallon – CWEDD, séance académique anniversaire 25 ans – 8 novembre 2013).
128. « La prise en compte du risque dans l'appréciation des troubles du voisinage par le juge et l'administration: l'exemple des antennes de mobilophonie – le travail de l'administration » (Liège – Faculté de droit, lunch facultaire – 13 novembre 2013).
129. « Quels sont les rapports entre les permis et les droits civils ? » (avec S. CHARLIER – Namur – I.F.E. – 20 novembre 2013).
130. « Gérer les sites et sols pollués » (avec D. JACQUES, A.-D. LEJEUNE ET A. PIRSON – Namur – I.F.E. – 26 novembre 2013).
131. « Actualités en droit administratif, de l’urbanisme et de l’environnement » (avec A. PIRSON – Bruxelles – C.I.D.N. – 11 janvier 2014).
132. « Les infractions et sanctions dans le Code de l’environnement après le décret du 5 juin 2008 » (avec M. LAUWERS – Liège – Confocus – 27 février 2014).
133. « CoDT : survol des principales nouveautés » (Namur – UPSI-C.C.W. – 12 juin 2014).
134. « Les périmètres opérationnels du CoDT – Principales nouveautés » (ABeFDATU – Liège – 19 juin 2014).
135. « Quels sont les rapports entre les permis et les droits civils ? » (Confocus – Wavre – 18 septembre 2014).
136. « La publicité de l’administration en matière environnementale » (Larcier – Bruxelles – 18 novembre 2014).
137. « Gérer les sites et sols pollués » (avec D. JACQUES, A.-D. LEJEUNE ET A. PIRSON – Namur – I.F.E. – 1<sup>er</sup> décembre 2014).
138. « Le CoDT 2.0 – La planification » (avec R. SMAL – Liège – F.R.N.B. – 5 mars 2015).
139. « Introduction au CWATUPE et au CoDT » (avec M. LAUWERS et R. SMAL – Wavre – Matexi – 28 avril 2015).
140. « Les principales nouveautés à attendre du CoDT2.0 » (avec R. SMAL – Liège – Circus – 4 mai 2015).
141. « Existe-t-il des mécanismes amiables de résolution des litiges en droit wallon de l’urbanisme ? » (AIDRU – Liège – 19 septembre 2015).
142. « Les permis urbanistiques et les droits civils des tiers » (avec S. CHARLIER – Namur – I.F.E. – 1<sup>er</sup> décembre 2015).

143. « L'urgence et les nouvelles conditions du référé administratif devant le Conseil d'Etat » (avec M. LAUWERS et R. SMAL – Liège – Formation permanente C.U.P. – 4 décembre 2015).
144. « Gérer les sites et sols pollués » (avec D. JACQUES, D. GRISARD ET A. PIRSON – Namur – I.F.E. – 16 décembre 2015).
145. « Le régime juridique du SAR dans le CoDT 2.0 » (Ottignies – Maison de l'urbanisme du Brabant wallon – 26 février 2016).
146. « Le permis d'urbanisation dans le CWATUPE » (Liège – Cours de droit de l'urbanisme de M. Pâques – 4 mars 2016).
147. « L'accès à l'information environnementale » (avec A. PIRSON, R. SMAL, S. CHARLIER et M. VANDERHEYDEN – Namur – U.V.C.W. – 11 mars 2016).
148. « Nouveaux périmètres opérationnels : quelle est leur utilité ? En quoi facilitent-ils certains types de projets ? » (avec M. VANDERHEYDEN et A. JOUSTEN – Namur – I.F.E. – 23 novembre 2016).
149. « Projet de décret relatif à la rationalisation de la fonction consultative » (audition au parlement wallon – 24 novembre 2016).
150. « Le régime des infractions et sanctions dans le décret relatif aux implantations commerciales » (Liège – ABeFDATU – 29 novembre 2016).
151. « La méconnaissance du permis d'urbanisme et du permis d'urbanisation et ses conséquences autres que contractuelles dans la pratique notariale » (avec S. CHARLIER – Louvain-la-Neuve – F.R.N.B. – 12 décembre 2016).
152. « Le CoDT : éléments essentiels utiles à Matexi » (avec M. LAUWERS, A. PIRSON, S. CHARLIER et A. JOUSTEN – Maillen – Matexi et Bours&Associés – 14 décembre 2016).
153. « Le CoDT : éléments essentiels utiles pour l'UPSI et la C.C.W. » (avec M. LAUWERS, A. PIRSON, S. CHARLIER et A. JOUSTEN – Namur – UPSI et C.C.W. – 10 janvier 2017).
154. « Le CoDT : éléments essentiels utiles pour Thomas&Piron » (avec M. LAUWERS, A. PIRSON et S. CHARLIER – Namur – Thomas&Piron – 27 janvier 2017).
155. « Le CoDT : éléments essentiels utiles pour le notariat » (avec A. PIRSON – Liège – C.I.D.N. – 11 mars 2017).
156. « Le CoDT : éléments essentiels utiles pour le notariat » (Louvain-la-Neuve – C.I.D.N. – 18 mars 2017).
157. « CoDT : instruments normatifs et instruments facilitateurs + infractions et sanctions » (Nivelles – ZestRED et De Ceuster – 18 avril 2017).
158. « Le permis d'urbanisation dans le CoDT : champ d'application, contenu, force juridique et modification » (Namur – I.F.E. – 26 avril 2017).
159. « Taxe régionale sur les bénéfices résultant de la planification » (Liège – Chron. not. – 27 avril 2017).
160. « CoDT Bis – Décryptage du nouveau décret et de son arrêté d'exécution point par point » (Bruxelles – Formatrimum – 1<sup>er</sup> juin 2017).
161. « Le CoDT » (avec A. PIRSON et M. LAUWERS – Liège – Séminaire clients Bours&Associés – 8 juin 2017).
162. « Le CoDT » (avec A. PIRSON et S. CHARLIER – Bruxelles – Séminaire interne chez Orange – 26 juin 2017).
163. « Gérer les sites et sols pollués » (avec D. JACQUES, A. PIRSON et M. STASSIN – Namur – I.F.E. – 7 décembre 2017).
164. « Nouveautés décrétales attendues pour le régime de gestion et d'assainissement des sols » (Bruxelles – C.I.D.N. – 3 février 2018).

165. « Nouveautés décrétales attendues pour le régime de gestion et d'assainissement des sols » (Liège – C.I.D.N. – 24 février 2018).
166. « Nouveautés décrétales attendues pour le régime de gestion et d'assainissement des sols » (Louvain-la-Neuve – C.I.D.N. – 3 mars 2018).
167. « Les procédures spéciales d'investigation et d'assainissement dans le D.G.A.S. » (avec A. PIRSON – Namur – I.F.E. – 27 mars 2018).
168. « Infractions d'urbanisme: l'indulgence du législateur » (Liège – Chroniques notariales – 26 avril 2018).
169. « Les procédures spéciales d'investigation et d'assainissement dans le D.G.A.S. » (avec A. PIRSON – Liège – I.F.E. – 11 juin 2018).
170. « Le décret (wallon) relatif à l'assainissement et la gestion des sols : entrée en vigueur dans deux mois » (Liège – Chroniques notariales – 25 octobre 2018).
171. « Les mesures de réparation directe dans le CoDT et le contrôle judiciaire » (Bruxelles – Institut de formation judiciaire – 26 novembre 2018).
172. « Les procédures dans le décret de gestion et d'assainissement des sols » (avec A. PIRSON – Namur – ABeFDATU-E – 11 janvier 2019).
173. « Le permis d'environnement, le permis unique et la déclaration environnementale, sous l'angle de l'infraction » (avec Z. VROLIX – Bruxelles – I.F.J. – 4 février 2019).
174. « La réforme du décret sols, sous l'angle juridique » (avec A. PIRSON – Namur – UPSI – 27 mars 2019).
175. « L'assainissement des sols pollués en Wallonie – Introduction » (avec A. PIRSON – Louvain-la-Neuve – Larcier Formations – 26 avril 2019).
176. « L'assainissement des sols pollués en Wallonie – Approfondissement » (avec A. PIRSON – Louvain-la-Neuve – Larcier Formations – 14 mai 2019).
177. « Gestion des terres excavées » (Namur – I.F.E. – 3 octobre 2019).
178. « Gestion des terres excavées en Wallonie » (Wierde – UPSI – 19 novembre 2019).
179. « Gestion des terres excavées en Wallonie » (Namur – I.F.E. – 9 décembre 2019).
180. « Actualités de la création de logement en Région wallonne » (Bruxelles – C.I.D.N. – 1<sup>er</sup> février 2020).
181. « Infractions urbanistiques et création de logement en Région wallonne » (Liège – C.I.D.N. – 15 février 2020).
182. « Permis et coronavirus en Région wallonne » (vidéoconférence – UPSI – 16 avril 2020).
183. « Permis et coronavirus en Région wallonne » (vidéoconférence – UPSI – 18 mai 2020).
184. « Permis, marchés publics et coronavirus en Région wallonne » (avec A. PIRSON – vidéoconférence – C.C.I.L.V.N. – 19 mai 2020).
185. « Introduction générale. La protection du patrimoine: objet, raisons d'être et modalités » (Louvain-la-Neuve – Larcier – 9 octobre 2020).
186. « La zone d'habitat doit aussi accueillir des espaces verts publics » (avec Ph. CASTIAUX – Bruxelles – F.U.P. – 21 octobre 2020).
187. Introduction à la chronique de droit administratif notarial (Liège – Chroniques notariales – Larcier – 22 octobre 2020).
188. « Protection du patrimoine (CoPat) » (Liège – Chroniques notariales – Larcier – 22 octobre 2020).
189. Introduction à la formation permanente CUP (Liège – Commission Université Palais – 2 avril 2021).
190. « Législation environnementale wallonne – Survol des textes » (avec J. LEJEUNE – Bruxelles – I.F.J. – 23 avril 2021).

191. « Les conditions d'un permis d'urbanisme » (Webinaire – CESEW-Pôle Aménagement du Territoire et ABeFDATU-E – 1er juin 2021).
192. « La mixite et la flexibilité dans les plans, schémas et permis » (Namur – FUP – 27 octobre 2021).
193. « De l'usage des petites voiries : mise au point » (avec J. LEJEUNE – Webinaire – CESEW-CRAEC – 17 février 2022).
194. « Législation environnementale wallonne – Survol des textes » (avec J. LEJEUNE – Bruxelles – I.F.J. – 21 avril 2022).
195. « L'impact de l'aléa d'inondation sur l'obtention d'un permis d'urbanisme » (avec Zoé Vrolix – Webinaires Larcier – 17 juin 2022).
196. « L'impact de l'aléa d'inondation sur l'obtention d'un permis d'urbanisme » (avec Zoé Vrolix et Alexandre Pirson – Liège – Formation Matexi – 22 juin 2022).
197. « La présence d'espèce animales ou végétales protégées : obstacle dirimant à la réalisation de projets immobiliers ? » (avec Julien Lejeune – Webinaires Larcier – 27 juin 2022).
198. « L'obtention d'un permis d'urbanisme qui implique la création ou la suppression d'une voirie communale » (avec Alexandre Pirson – Webinaires Larcier – 30 août 2022).
199. « La délinquance environnementale en Région wallonne » (avec Martin Lauwers – Liège – Séminaire CCI – 23 septembre 2022).
200. « Introduction générale » (Charleroi– colloque délinquance environnementale – ABeFDATU-E et Larcier – 29 septembre 2022).
201. « 5 problématiques d'actualité dans le domaine de la gestion des sols pollués » (avec A. Pirson – Webinaires Larcier – 18 novembre 2022).
202. « L'assainissement des sols pollués en Wallonie » (avec A. Pirson – Namur – Abilways – 30 novembre 2022).
203. « Législation environnementale wallonne – Survol des textes » (avec J. LEJEUNE – Bruxelles – I.F.J. – 20 avril 2023).
204. « Charges d'urbanisme en Région wallonne : quelques difficultés actuelles » (Louvain-la-Neuve – JurimPratique (Larcier) – 30 mai 2023).
205. « L'impact potentiel du SDT (en projet) sur les activités de Matexi » (avec A. Pirson et J. Lejeune – Namur – Matexi et Explane – 21 juin 2023).
206. « La réforme du Code du développement territorial » (avec associés Explane – Namur – UPSI – 19 février 2024).
207. « Problématiques actuelles liées aux potentialités urbanistiques d'un terrain » (avec Z. Vrolix – Liège – CIDN – 14 mars 2024).
208. « La réforme du Code du développement territorial » (avec Alexandre Pirson – Webinaire – Larcier – 25 mars 2024).
209. « Législation environnementale wallonne – Survol des textes » (avec M. FRANSSSEN – Bruxelles – I.F.J. – 23 avril 2024).
210. « Le nouveau régime des charges d'urbanisme en Région wallonne » (Louvain-la-Neuve – Matexi – 14 mai 2024).
211. « Le nouveau régime des infractions d'urbanisme après la réforme du CoDT » (Namur – Abilways – 23 mai 2024).
212. « Infractions d'urbanisme en Région wallonne – Régimes d'amnistie et de prescription de l'action publique » (Louvain-la-Neuve – Larcier – JurimPratique – 6 juin 2024).
213. « Le nouveau régime des charges d'urbanisme en Région wallonne » (Webinaire – Larcier – 25 juin 2024).

## **PRESIDENCE DE COLLOQUES ET CONFERENCES**

1. *Optimalisation du CWATUP* (Bruxelles – I.F.E. – 29 janvier 2002).
2. *Permis unique et permis d’environnement wallon* (Bruxelles – I.F.E. – 22 octobre 2002).
3. *Droit de l’urbanisme wallon* (Bruxelles – I.F.E. – 12 et 13 novembre 2002).
4. *Permis unique et permis d’environnement wallon* (Namur – I.F.E. – 12 février 2003).
5. *Permis de lotir et lotissement* (Bruxelles – I.F.E. – 15 octobre 2003).
6. *Pratique des permis unique et d’environnement* (Namur – I.F.E. – 8 décembre 2003).
7. *Sites et sols pollués* (Bruxelles – I.F.E. – 28 avril 2004).
8. *Assainissement urbain* (Namur – I.F.E. – 21 juin 2004).
9. *Journées pratiques sur l’urbanisme* (Namur – I.F.E. – 22 septembre 2004).
10. *Décret RESA* (Namur – I.F.E. – 5 et 6 octobre 2005).
11. *Obligation de mesurer l’impact de votre activité sur l’environnement avec le nouveau décret wallon fixant les termes de l’évaluation des incidences des projets sur l’environnement* (Gosselies – BP Training – 27 mars 2007).
12. *Déclarations, permis d’environnement et permis uniques* (Gosselies – BP Training – 21 juin 2007).
13. *Accès à l’information & participation du public lors de l’élaboration de certains projets, plans et programmes relatifs à l’urbanisme & à l’environnement* (Gosselies – B.P.T. – 24 janvier 2008).
14. *La règle en urbanisme et environnement : utilité, quantité, qualité, effets* (modérateur) (Wavre – Abefdatu – 15 octobre 2013).
15. *Le nouveau Code wallon du développement territorial* (présidence de séance – Louvain-la-Neuve – ABeFDATU – 7 et 8 septembre 2017).
16. *Le décret de gestion et d’assainissement des sols* (Namur – I.F.E. – 27 mars 2018).
17. *La réforme du CoBAT – Les actes individuels* (Bruxelles – ABeFDATU – 15 juin 2018).
18. *Premières applications du décret sols* (Namur – I.F.E. – 3 octobre 2019).
19. *Le point sur la réglementation relative à la protection du patrimoine culturel* (Louvain-la-Neuve – Larcier – 9 octobre 2020).
20. *La délinquance environnementale en Région wallonne* (Charleroi – ABeFDATU-E et Larcier – 29 septembre 2022).

## **ORGANISATION ET COORDINATION DE COLLOQUES**

1. *Le permis de lotir – Lotissement : difficultés d’application et propositions de solutions*, Liège et Charleroi, décembre 2000, plus de 600 participants.
2. *Actualités du droit de l’aménagement du territoire et de l’environnement – Plans et permis*, Liège, 22 et 23 octobre 2008, plus de 250 participants.
3. *La sécurité juridique en droit de l’urbanisme et de l’environnement*, séminaire interne de l’ABeFDATU, Wavre, 26 avril 2011, 20 participants.
4. *Le droit de l’aménagement du territoire et de l’urbanisme, 50 ans après la loi organique*, Louvain-la-Neuve, 13 et 14 octobre 2012, plus de 250 participants.
5. *La règle en urbanisme et environnement : utilité, quantité, qualité, effets*, séminaire interne de l’Abefdatu, Wavre, 15 octobre 2013, 20 participants.
6. *Le Code wallon du développement territorial*, Liège, 19 juin 2014, plus de 500 participants.

7. *Le contentieux de l'urbanisme*, Liège, 18 et 19 septembre 2015, AIDRU (Association internationale du droit de l'urbanisme), une cinquantaine de participants.
8. *Le nouveau Code wallon du développement territorial*, Louvain-la-Neuve, 7 et 8 septembre 2017, plus de 300 participants.
9. *Le décret de gestion et d'assainissement des sols du 1<sup>er</sup> mars 2018*, Namur, 11 janvier 2018, 140 participants.

<b>COURS DISPENSES</b>
------------------------

### **Charges de cours depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2009**

1. *Droit administratif approfondi : les autorisations administratives*, 30 h, 1<sup>er</sup> master et 2<sup>ème</sup> master en droit
2. *Droit de l'environnement*, 30 h, 2<sup>ème</sup> master en droit

### **Charges de cours depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2024**

3. *Droit administratif et principes de contentieux administratif*, 60 h, 3<sup>ème</sup> bac en droit

### **Autres cours dispensés**

1. *Droit public de l'environnement* - cours aux étudiants du D.E.A. en droit et politique de l'environnement - Univ. du Bénin, Lomé, Togo (30 hrs. - septembre 1999).
2. « Substances et produits dangereux » - séance du cours de droit européen de l'environnement (cours de M. PAQUES).
10. Cours aux étudiants de la licence en notariat, relatif aux sanctions d'urbanisme, au champ d'application du permis d'urbanisme, à la procédure de délivrance des permis, etc. (cours de M. PAQUES).
11. « Les compétences d'intervention des gendarmes dans le cadre du R.G.P.E. » (cours aux quartiers de gendarmerie de Vottem et d'Arlon - 16 janvier et 2 février 2001).
12. « Infractions et sanctions d'urbanisme: intervention des autorités communales » (Liège - Ledarel/Proagec - 3 juin 1999, 15 mars 2001).
13. « Information et participation du public en droit de l'environnement » (Arlon – F.U.L. – 26 novembre 2003, 17 novembre 2004, 22 novembre 2005, 21 novembre 2006).
14. Suivi du travail d'étudiant « Champ d'application du permis d'urbanisme et antennes relais de mobilophonie » (ULg – janvier à juin 2004).
15. *Droit de l'environnement et de l'urbanisme* (HEC-ULg – années académiques 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009).
16. « Les enjeux de la participation, de l'information et du recours à la justice – La Convention d'Aarhus » (intervention au cours de droit européen de l'environnement de M. PAQUES, ULg, 26 février 2007).
17. *Introduction au droit public, européen et international* (ULg – années académiques 2007-2008 et 2008-2009, en suppléance de M. PAQUES).
18. *Introduction au droit administratif* (ULg-Ecole de Criminologie J. Constant – année académique 2008-2009, en suppléance).

19. « La transformation de l'action administrative : information et participation du public » (intervention au cours de droit européen de l'environnement de S. LEPRINCE, ULg-F.U.L., 19 février 2009).
20. *Droit de l'urbanisme et droit administratif immobilier*, 30h, *partim* infractions et sanctions d'urbanisme, master de spécialisation en notariat et master en droit à finalité (du 1<sup>er</sup> octobre 2009 au 30 septembre 2024).
21. *Urbanisme et aménagement du territoire en rapport avec l'expertise*, 3h, certificat de formation à l'expertise judiciaire en matière de construction (du 1<sup>er</sup> octobre 2009 au 30 septembre 2024).

## PRIX ET DISTINCTIONS SCIENTIFIQUES ET HONORIFIQUES

1. Finaliste du concours du prix Rotary (octobre 2002).
2. Nomination aux Belgian Legal Awards au titre des cinq meilleurs cabinets d'avocats de Wallonie, à six reprises (2007-2012).
3. Identification personnelle au répertoire Chambers & Partners de 2011 à 2023, en droit de l'environnement (<http://www.chambersandpartners.com/europe/person/498105/michel-delnoy>).
4. Identification au répertoire Corporate INTL 2012 en tant que « Environment Lawyer of the Year in Liege ».
5. Identification au répertoire Environmental Law experts 2015 pour la Belgique (<http://www.enviro-lawexperts.com/experts-directory/belgium/>).
6. Identification au répertoire Global Law Experts en tant que « Administrative Law - Lawyer of the Year in Belgium – 2019 ».
7. Identification au répertoire Who's Who Legal en droit de l'environnement.
8. Identification au répertoire Best Lawyers depuis 2020.

## SOCIETES SAVANTES

1. Président de l'Association belge francophone de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme-Environnement (ABeFDATU-E) (26 octobre 2015 - ...).
2. Membre fondateur et administrateur de l'Association belge francophone de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme-Environnement (ABeFDATU-E).
3. Membre de l'association internationale du droit de l'urbanisme (AIDRU).
4. Membre de la Ius Commune Onderzoeksschool (Leuven, Maastricht, Utrecht, Liège).
5. Membre du Cepani 40.

## AUTRES ACTIVITES SCIENTIFIQUES

### Administration de revues

1. Rédacteur en chef-adjoint de la revue Aménagement-Environnement – Kluwer.
2. Ancien co-directeur de rédaction de la collection scientifique d'ouvrages Droit et Région – La Charte.
3. Ancien correspondant wallon du Tijdschrift voor bouwrecht en onroerend goed - La Charte.

4. Ancien membre du comité de rédaction de la lettre d'informations Immobilier - Kluwer.

### **Présidence d'organismes d'intérêt public**

1. Ancien président de la CEPERI (commission d'examen des plaintes d'étudiants relatives à un refus d'inscription) (septembre 2014 – novembre 2017).

### **Participation à des jurys**

1. Membre du jury de recrutement du receveur communal de la commune d'Esneux (décembre 2001).
2. Membre du jury de recrutement du secrétaire communal de la commune d'Esneux (septembre-novembre 2006).
3. Membre du jury de recrutement d'un conseiller juridique à l'Union des villes et communes de Wallonie (février 2008).
4. Membre du jury d'attribution du Prix Suez-Tractebel-environnement 2008 (U.C.L.).
5. Membre du comité de thèse de monsieur Aldrice Aubert DJAKPO sur le thème *Réparation des préjudices écologiques et responsabilités au Bénin : étude comparative avec quelques approches de l'espace européen* (Université d'Abomey Calavi – U.Lg. – avril 2010 à juin 2013).
6. Membre du jury de recrutement du conseiller en aménagement du territoire de la commune d'Esneux (novembre 2010).
7. Membre du jury de recrutement du conseiller en environnement de la commune d'Esneux (novembre 2010).
8. Membre du jury de mémoire de Mlle. Florence SWYSEN (*Au regard de deux directives européennes du droit de l'environnement, portant sur la responsabilité et l'évaluation d'incidences, quelles réflexions peuvent être tirées quant à l'application du principe de précaution ?*), dir. Prof. Q. MICHEL, ULg (septembre 2011).
9. Membre du jury de thèse de doctorat de Mlle. C. ATONTSA (*Droit international de l'environnement et mise en œuvre du droit à l'eau potable en Afrique centrale : cas du Cameroun*), sous la direction du Prof. Dr M. FAURE, Université de Maastricht (9 novembre 2011).
10. Membre du jury de recrutement d'un conseiller en aménagement du territoire et environnement à l'Union des villes et communes de Wallonie (18 juin 2012).
11. Secrétaire et membre du jury de thèse de doctorat de Mr. Maxime HABRAN (*La conditionnalité environnementale dans la politique agricole commune*), sous la direction du Prof. Dr. Quentin Michel, ULg (20 juin 2014).
12. Membre du jury de thèse de doctorat de Mr A.-A. DJIMADOUMNGAR (*La contribution du droit international de l'environnement à la préservation du lac Tchad à l'ère du changement climatique*), sous la direction du Prof. Dr M. FAURE, Université de Maastricht (21 octobre 2015).
13. Membre du jury de thèse de doctorat de Mr François ONCLIN (*Les conséquences civiles des polices administratives sur la vente immobilière*), sous la direction des prof. B. KOHL et M. PAQUES (9 septembre 2016).
14. Membre du jury de recrutement du directeur financier de la commune de Neupré (24 août 2022).

15. Membre du comité d'accompagnement de la thèse de M. Mulungulungu, à la demande du Pr. Charles-Hubert Born (UCL – octobre 2023).

### **SERVICES RENDUS A LA COMMUNAUTE UNIVERSITAIRE**

1. Consultation universitaire sur l'exécution forcée d'un arrêt par lequel le Conseil d'Etat annule une autorisation d'exploiter (1<sup>er</sup> décembre 1999).
2. Membre du Conseil de la Faculté de droit (octobre 1999 – septembre 2004).
3. Tutorat d'étudiants.
4. Corrections de travaux et d'examens.
5. Présentation de l'ULg dans les écoles secondaires (promotion de l'enseignement – dernière en date : 12 octobre 2010).
6. Participation au spectacle organisé au profit de la Fondation Balis.
7. Membre du Conseil de la Faculté de droit en tant que représentant du personnel académique à temps partiel (10 février 2010 - ...).
8. Représentant de la Faculté au Te Deum du 21 juillet 2010.
9. Suivi des travaux de fin d'étude.
10. Suivi de thèses de doctorat.
11. Leçon inaugurale (24 mars 2011).
12. Participation aux « mises au vert » de la Faculté de droit.
13. Participation à l'évaluation de la filière droit (Faculté de droit) le 3 octobre 2011.
14. Lunch facultaire du 13 novembre 2013.
15. Consultation du 17 mars 2015 à l'attention du service universitaire de protection et d'hygiène du travail - Gestion de déchets dangereux générés par des tiers.
16. Consultation du 27 mars 2015 à l'attention du service universitaire de protection et d'hygiène du travail - Utilisation des laboratoires universitaires par des personnes privées.
17. Présidence de la Commission d'examen des plaintes d'étudiants relatives à un refus d'inscription (CEPERI).

### **DESIGNATIONS DIVERSES**

1. Elève-moniteur du Doyen M. PAQUES (1990-1991).
2. Assistant à la Faculté de droit de l'Université de Liège – Service de droit public du Doyen J.-C. SCHOLSEM (1991-1992).
3. Détaché à l'administration régionale wallonne de l'urbanisme - Rédaction d'un projet de modification du CWATUP (six mois au cours de l'année 1993).
4. Avocat-stagiaire au cabinet du Bâtonnier V. THIRY (septembre 1993-août 1996).
5. Collaborateur au sein du département de droit administratif du cabinet Loeff Claeys Verbeke (1996-1999).
6. Assistant à la Faculté de droit de l'Université de Liège - Service de droit administratif du Doyen M. PAQUES (octobre 1993- septembre 2004).
7. Expert mandaté par la Région wallonne, pendant la période de présidence belge de l'Union européenne, pour les travaux de rédaction, au sein du Groupe environnement du Conseil de l'Union européenne, du projet de directive relative à la participation du public en matière d'environnement (mars 2001 - janvier 2002).
8. Membre de la commission « Avocat dans la Cité » du barreau de Liège (octobre 2005 – ...).

9. Membre de la commission « Droit public » du barreau de Liège (janvier 2009 – ...).
10. Membre de l'association momentanée adjudicataire du marché public d'évaluation du CWATUPE (janvier à décembre 2011).
11. Expert auditionné par le parlement wallon dans le cadre de l'adoption d'un décret relatif à la rationalisation de la fonction consultative (24 novembre 2016).
12. Expert auditionné par la Commission de l'intérieur de la Chambre des représentants dans le cadre de l'adoption d'une loi de modification de la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration (23 mai 2023).

## **CONNAISSANCE DES LANGUES**

1. Français : langue maternelle.
2. Néerlandais : diplôme de terminologie juridique, nombreux séjours linguistiques (Ceran, Flandre, Pays-Bas), membre du cabinet d'avocats Loeff, Claeys, Verbeke.
3. Anglais : plusieurs séjours linguistiques (Ecosse), cours de droit américain suivi et examen réussi à l'Université de Maastricht, interventions à des colloques.
4. Italien : notions.

## **DIVERS**

1. Diplôme d'excellence 2 de violon de l'académie Gretry et médaille du gouvernement de la Communauté française (1984).
2. Membre d'un staff de troupe scout (1986-1990).
3. Officier de réserve (1Lt.) (1993).
4. Ceinture noire de tae kwon do (2006).
5. Jogging, marche en forêt, voyages, cinéma, lecture.